L'ACTION FRANÇAISE

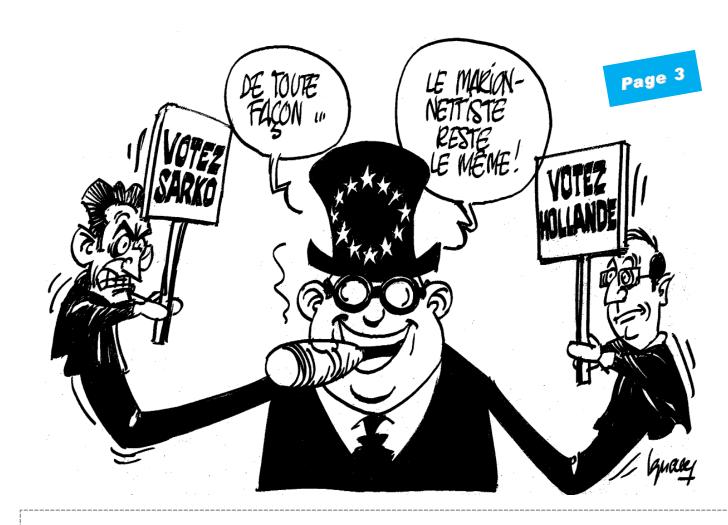
4 € I N° 2826 I 65° année I Du 20 octobre au 2 novembre 2011 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net



e de la constant de l



avec la République



I 'ESSENTIEI

L'ESSENTIEL
✓ ÉCONOMIE États-Unis & Chine : le yuan pointé du doigt p. 2
✓ POLITIQUE Parti socialiste :
la République primaire p. 4 ✓ SOCIÉTÉ
Tablettes numériques :
zéro pointé pour Wauquiezp. 5 Agrif : des "souchiens"
en révolte
✓ MONDE
La Suisse à l'heure des législatives p. 7
L'Égypte vers la guerre civile p. 8
Israël achète les islamistes p. 9 La conquête spatiale,
un impératif stratégique p. 9 ARTS & LETTRES
The Artist : Jean Dujardin tiraillé
entre tradition et modernité p. 10 Au pays du Soleil levant p. 11
✓ HISTOIRE
Louis XIV face au jansénisme p. 12
Frédéric Ozanam
ou la charité ardentep. 12
✓ IDÉES Vladimir Volkoff,
homme de foi et de fidélité p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
Le fascinant Jean Bourdier p. 14

M 01093 - 2826 - F: 4,00 €

Maurras et l'État p. 14

Pour Jean-Francois Chiappe

DIX ANS DÉJÀ que vous nous avez quittés. À l'évidence, on parle toujours assez mal de ceux que l'on aime bien. Le détachement voire l'indifférence ont du bon. Ils offrent les coudées franches. Vous souffrirez pourtant, Monsieur, que je ravive votre souvenir auprès de nos amis. Alors que se commémorait sans pudeur le bicentenaire de 89, on m'offrit les trois forts volumes que vous consacriez à

Louis XVI. Yous avez toujours parie sur l'intelligence de votre lecteur. J'avais quatorze ans. Je me glissais dans vos pages d'abord avec difficultés. Au vrai, à l'âge des admirations indélébiles, vous m'avez ouvert une civilisation inconnue et fascinante. Élégant, précieux ou inventif, votre style me subjuguait. Encore n'avais-je pas lu votre Vendée, votre Cadoudal, quels trésors m'attendaient! Je vous plagiais donc sans état d'âme, à la façon d'Antoine Doinel recopiant Balzac pour ses dissertations. Mes notes s'en ressentaient. Vous me détourniez des mathématiques. La sentence tomba fin se-

conde: j'étais un "littéraire". Je ne vous ai vu qu'une seule fois, un soir d'octobre 95, à Versailles, chez vous, penché devant votre fenêtre, lisant ou écrivant, je ne sais. Je n'ai pas osé aller sonner. Et que dire, mon Dieu, de brillant qui vous fasse honneur? Je suis resté sur le trottoir d'en face, mais toujours j'ai fais votre publicité, à la fac et dans les cours. Je cherche toujours à vous comprendre et je salue aujourd'hui, à travers ce journal qui vous était si cher, ce que j'aimais en vous, l'historien, le conteur, le gentilhomme.

Marc Savina

☐ ÉTATS-UNIS & CHINE

Pékin pointé du doigt

Tandis que le Congrès américain veut protéger les États-Unis de la sousévaluation du yuan, l'économie chinoise entre dans une période critique, avec la menace d'éclatement d'une bulle immobilière.

out à nos querelles de clochers, nous n'avons pas perçu les menaces d'incendie que fait peser le Congrès des États-Unis sur la Chine. Cela nous concerne bien plus que la dispute picrocholine de ces messieurs les seconds couteaux de la politique intérieure, ameutant à notre imminente démondialisation!

Une loi sur le yuan

Les parlementaires américains qui sont parties prenantes dans la politique du pays, et par là responsables, ont voté la loi "yuan" qui autorise le département du Commerce à frapper de droits de douane tous produits provenant de pays dont les monnaies sont « fondamentalement sous-évaluées ». Le dispositif peut être ravageur pour les exportateurs des pays tiers car il autorise les sociétés américaines à saisir l'administration au cas par cas. La promulgation de cette loi par la Maison Blanche a été différée pour permettre à Timothy Geithner, secrétaire au Trésor, de discuter avec ses homologues chinois au G20 et dans les réunions subsé-

C'est le combat de la mauvaise foi, mais il faut le livrer. Les Chinois veulent vivre au "village global" avec une monnaie non convertible dont les taux et les marges de fluctuation sont administrés chaque matin selon l'humeur du commerce extérieur. Mais conscients du danger de soutenir longtemps cette incongruité, ils remontent continuellement la valeur de leur monnaie pour limer les dents des représentants et sénateurs américains, dont les mandats électifs sont mis en péril par la situation désastreuse de l'emploi. Les turbulences du mouvement des Indignés à New York sont



La crise mondiale justifierait, selon Pékin, de ralentir la réévaluation du yuan.

parfaitement perçues sous le dôme du Congrès. Le Tea Party ayant montré la voie, il faut parler simplement pour être bien compris et faire adhérer les masses. La sous-évaluation chronique du yuan est devenue donc la cause de toute la misère de l'Union, et chacun de dénoncer avec une gourmandise frustrée le succès de ces maudits jaunes: 9 % de croissance au deuxième trimestre, grâce à une monnaie sous-évaluée de 25 % dit-on, un déficit commercial sino-yankee de 29 milliards de dollars rien qu'au mois d'août, et 3 200 milliards de dollars de réserves de change, dans lesquelles le Trésor américain est débiteur de 1 200 milliards.

Un coup de frein

Mais les Chinois ont le gène de la propagande et haussent le ton : ces chiffres sont le passé. S'il n'est pas possible présentement de continuer à surévaluer, c'est la faute à la crise mondiale ¹ qui freine drastiquement l'activité générale et ferme les usines, comme à Wenzhou où beaucoup d'entrepreneurs sont en fuite. Si on les pousse à bout, ils vont brader les

bons du Trésor américain au marché de plein vent de Bobo-Dioulasso! Plus sérieusement, ils vont les céder contre toutes piastres qui leur seront utiles dans leur commerce mondial en dehors des États-Unis, éliminant de ce fait le dollar. Leur situation économique est devenue aussi sérieusement dégradée que celle des États-Unis, avec une bulle immobilière du même ordre que celle qui explosa en 2007. Ce ne sont pas que les petits propriétaires à crédit qui feront faillite, mais beaucoup de villes grandes ou moins grandes comme Wuhan - qui se sont jetées dans une promotion immobilière échevelée! Les banques sont à recapitaliser d'urgence dans des proportions bien supérieures à celles exigées pour les nôtres. Et rien ne permet de croire que des émeutes populaires, comme celles ultraviolentes de 1998 au Nord-Est, ne viendront pas pulvériser la politique de réforme bancaire et financière. Aussi marchent-ils sur des œufs.

La France hors jeu

Les soixante-trois sénateurs qui ont voté la loi "yuan" sont suffisamment informés par les "services" pour ne pas jouer avec le feu qui embraserait la région Nord-Pacifique. Tiens! les Chinois n'ont pas encore parlé de leurs bonnes relations avec la Corée du Nord ; et Obama n'a pas programmé un voyage d'amitié à Taïpei. Les partenaires de cette dispute sont en pleine diplomatie de rupture du consensus OMC; il y faut cette fois du talent et du sang-froid. Nous-mêmes, à notre échelle, ne serons convoqués qu'au moment d'en subir les effets. La puissance économique prime et nous ne l'avons plus. Nous devrons donc attendre les nouvelles du front avant de démondialiser.

Catoneo

1 - Le meilleur indicateur de la crise est le Baltic Index. Appelé Baltic Dry Index and Freight Rates, il donne tous les taux de frets maritimes et mesure la santé des échanges. Publié par le Baltex de Londres qui offre une bourse de dérivés et futures (www.balticexchange.com).

DETTE

Le "triple A" sur la sellette

MOODY'S met le gouvernement français sous pression. Dans la nuit de lundi à mardi, l'agence de notation a annoncé qu'elle se donnait trois mois pour déterminer si le "triple A" attribué à Paris devait demeurer sous une perspective stable. Aussitôt, le risque associé aux obligations françaises a été réévalué sur les marchés financiers. « Les CDS à cinq ans sur la France étaient en hausse de 10 points de base peu après 9 h 40 », rapporte La Tribune. Concrètement, pour s'assurer contre un défaut de paiement, la prime requise chaque année passait de 1,84 à 1,94 % de la somme investie.

Tiré à quelques mois de l'élection présidentielle, ce coup de semonce ne manquera pas de raviver la controverse quant à l'influence des agences de rating: leurs sentences aiguillonnent ouvertement les programmes des candidats - y compris à gauche, comme viennent de l'illustrer les primaires socialistes. D'ailleurs, les responsables politiques y trouvent leur compte. Quoique jugé usurpé par certains observateurs, le "triple A" de Paris a entretenu à moindre coût la pratique du clientélisme électoral. Quant à la région Île de France, sous la houlette de Jean-Paul Huchon, elle a prié Standard & Poor's de reprendre sa notation. Cela dans l'espoir de bénéficier d'une meilleure réputation auprès de ses créanciers potentiels.

G.D.

J-10 rue Croix-des-Petits-Champs

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél.: 01 40 39 92 06 - Fax: 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

- L'ACTION FRANÇAISE 2000 -

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique :

François Marcilhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin Aristide Leucate, , Marc Savina

Société: Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menusier Europe : Charles-Henri Brignac,

Grégoire Dubost, Guy C. Menusier

Monde: Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres: Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac,

Louis Montarnal, Alain Waelkens **Histoire :** Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget,

Frédéric Winkler Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées: Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac Abonnements, publicité, promotion: Monique Lainé

BANQUES

Dexia emporté par la crise



Déjà fragilisé par la crise des subprimes, l'établissement franco-belge n'a pas résisté à celle de la dette souveraine.

LE DÉMANTÈLEMENT de la banque de dépôts franco-belge Dexia a finalement été annoncé. Après des premiers remous lors de la crise des subprimes en 2008, elle n'aura pas résisté à la crise de la dette souveraine en 2011.

En quoi consiste cette restructuration? La Belgique va assurer la nationalisation de Dexia Banque Belgique (coût estimé à 4 milliards d'euros), spécialisée dans les activités de banque de détail. Le financement des collectivités sera transféré à la Banque des Dépôts ainsi qu'à la Banque postale. Les actifs les plus toxiques (évalués à 95 milliards d'euros) seront confiés à la "bad bank", structure de défaisance de ces actifs. Les États belge,

français et luxembourgeois s'engagent à garantir ces actifs (avec un plafond à 90 milliards d'euros) respectivement à hauteur de 60,5, 36,5 et 3 %. Si l'on n'est même plus surpris d'apprendre qu'une partie importante des prêts aux collectivités sont considérés comme "à risque", ou que cette banque possède une quantité élevée d'actifs "toxiques" (entre autres, de la dette grecque et italienne ainsi que des *subprimes* américains), on peut néanmoins être étonné de voir une première grande banque européenne succomber à la crise de la dette souveraine - de voir ainsi se fendre le fameux "eurobouclier".

La contagion par l'exemple

C'est malheureusement un bel exemple de l'expression assez floue de "risque de contagion" de la crise : la banque s'est trouvé en manque important de liquidités (car les prêts "risqués" restaient impayés), elle perd donc en crédibilité auprès des marchés et ne peut plus profiter des échanges interbancaires de capitaux (qui sont d'ailleurs quasiment in-

existants à l'heure actuelle). Ce cercle vicieux ne se ralentit que lorsque les États acceptent de recapitaliser les banques, c'est-à-dire qu'ils paient les risques que les banques ont encourus, celles-ci étant parfaitement conscientes que leur faillite serait une catastrophe pour les dépositaires, catastrophe que les États ne peuvent laisser passer.

La réponse sarko-merkelienne à la crise de la dette semble être une recapitalisation des banques... Il faut se rendre compte que les capitaux des spéculateurs sont au moins cent fois et sans doute mille fois plus importants que ceux de la zone Euro. Quand on ne dispose pas des mêmes armes, il faut des stratégies différentes. Autrement dit, à ces assauts économiques, il faut des réponses politiques. L'ultra-dogme de l'euro a transformé le territoire européen en un immense terrain de jeux pour les spéculateurs, n'hésitant même plus à miser sur le malheur des peuples. Un retour à l'ordre économique commence donc par le retour à une souveraineté politique, donc monétaire. ■

Vincent G.

2012 : en finir avec la République

e suffrage universel est conservateur : s'il en fallait une nouvelle preuve, les primaires "citoyennes" organisées par le PS nous la fourniraient. La victoire à la candidature socialiste pour la présidentielle de 2012 de celui qu'avaient désigné les *media* est bien le signe qu'il est malaisé, pour l'électorat, même "de gauche", de s'affranchir d'une loi que l'histoire politique de la France a maintes fois vérifiée. Le suffrage universel "conserve" l'existant ou apporte son soutien à ce que les faiseurs d'opinion lui présente comme "inéluctable".

Ni gauche, ni droite

Disant cela, il ne s'agit pas pour nous de regretter la défaite de Martine Aubry. Ces primaires ne nous concernaient pas, non pas tant parce que nous ne sommes pas "de gauche" (nous ne sommes pas non plus "de droite" et une éventuelle primaire à l'UMP ne nous concernerait pas davantage) que parce que la France n'en était pas le sujet. Gauche "molle", "dure" ? Gauche "forte" ou "solide", dixit Bertrand Delanoë, le lundi 17 au matin sur France Inter? Peu importe. Si le succès rencontré par ces primaires est indéniable, si Jean-François Coppé, le catastrophique secrétaire général du parti présidentiel, s'est ridiculisé en le contestant, c'est que ce succès révèle, de la part des Français, un besoin de politique, doublé de l'expression d'un rasle-bol de Sarkozy, même si c'était "à blanc", et augmenté du désarroi des centristes abandonnés en rase campagne par Borloo. Certainement ont-ils gonflé le camp hollandais, signe que le fondateur de l'ARES avait un créneau. Il ne l'a pas saisi.

Toutefois, les Français qui se sont investis avec sincérité dans ces jeux politiciens se préparent d'amères désillusions. Les media sont heureux de la victoire d'Hollande, moins susceptible d'effrayer l'électorat modéré que sa concurrente en cas de 21-avril à l'envers. C'est oublier qu'Aubry et Hollande sont l'avers et le revers d'une même médaille, celui d'un socialisme mondialiste et anti-national, néo-libéral, hérité de papa Delors, apôtre explicite, sur le plan européen, d'un « despotisme éclairé 1 » aussi arrogant que récusé par les peuples du continent dont la colère contre l'oligarchie monte chaque jour davantage. Un despotisme qu'Hubert Védrine n'a pas tort de dénoncer aujourd'hui, même s'il y a longtemps participé, en tant que ministre de Mitterrand. Quant à Montebourg, son ralliement à Hollande, à la suite de Manuel Valls et de Ségolène Royal, signifie que son thème de la démondialisation, sa critique virulente et souvent juste de l'Europe néo-libérale n'ont pas résisté au désir d'aller à la victoire. Voilà en tout cas des convictions bien vite neutralisées... Montebourg n'est pas l'homme des ruptures : il y faudrait, il est vrai, un vrai courage politique.

Commentant la victoire d'Hollande, Marine Le Pen n'a pas eu tort, sur France Info, lundi 17 octobre, de déclarer qu'il « correspond au vide idéologique de la gauche et plus particulièrement du Parti socialiste. Il n'a pas de ligne, il n'a pas de vision », ajoutant, en paraphrasant Sacha Guitry, qu'il était « candidat contre Sarkozy, tout contre ». Mais pour l'oligarchie, peu importe le flou (sur les retraites, notamment) ou la démagogie (sur l'éducation) de son programme qu'il aura à concilier avec celui du PS, guère plus probant... L'essentiel est qu'il ne soit pas susceptible d'effrayer les marchés... En cela, il était le meilleur successeur possible de DSK.

Une culture commune

On ne le répétera jamais assez : l'oligarchie dénationalisée, qui dirige la France, a tout fait pour réduire l'élection présidentielle à un show médiatique dont les primaires socialistes ont constitué l'avant-première. Socialistes et UMP partageant la même culture, il n'y a que des différences de degré entre une gauche et une droite complices des traités européens qui, depuis 1992 avec Maëstricht, nous ont progressivement dépossédés de notre souveraineté, jusqu'à la forfaiture du traité de Lisbonne. Quant au semestre européen, qui donne, dans les faits, à Bruxelles le droit de décider des budgets nationaux, quant à l'euro, qu'il conviendrait de conserver jusqu'au dernier européen vivant, gauche et droite sont profondément d'accord.

Du reste, n'est-ce pas un gouvernement socialiste qui, en Grèce, se soumet à tous les diktats bruxellois ou berlinois qui transforment le pays en protectorat européen ? Et l'Italie d'emprunter la même pente glissante : l'arrogance de la lettre que le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet, sur le départ, et Mario Draghi, son successeur à compter du 1er novembre, ont adressée à Berlusconi était sans ambiguïté : Bruxelles ordonne à l'Italie de prendre des mesures « indispensables » à la réduction de sa dette et on sait que le semestre européen, à la demande de M^{me} Merkel, prévoit des sanctions... Dans le même temps, si on en croit Jean Quatremer, lui-même fédéraliste, sur son blog Les Coulisses de Bruxelles ordinairement bien informé, Sarkozy se dit en privé favorable à un « saut intégrateur ». Pourquoi en douterait-on ? Si effectivement le chef de l'État s'est toujours gardé d'employer publiquement le



« mot politiquement explosif » de fédéralisme, le numéro 2 du gouvernement et chef de la diplomatie française, Alain Juppé, lui, n'a pas cette pudeur. Le 29 septembre sur France 2, il s'est prononcé en faveur d'une « véritable fédération européenne », suivant en cela Hervé Morin, déclarant comme ministre de la Défense, le 24 septembre 2009, à l'École militaire : « J'espère qu'un jour l'Europe sera une construction fédérale. » Fidèle à son engagement européiste (en 1992, il incita Chirac à se prononcer clairement pour le oui à Maëstricht), Juppé à droite, que d'aucuns présentent comme une alternative à Sarkozy, est, comme Hollande à gauche, "l'homme de paille" d'un système supranational. Ce qui en dit long sur la trahison de nos élites politiques.

Le premier geste d'Hollande comme candidat officiel du Parti socialiste, aura été d'aller à Asnières, rendre hommage aux "morts pour le FLN" du 17 octobre 1961... Cinquante ans plus tard, symboliquement, la gauche continue de tirer dans le dos de nos soldats. Jamais Hollande n'a rendu hommage aux 100 000 harkis (dont Sarkozy, dans les faits, continue de mépriser les survivants ou les descendants), et aux milliers de Pieds-Noirs et soldats du contingent massacrés après les accords d'Évian. Il est vrai qu'eux, ne sont morts que... pour la France.

L'année prochaine, le choix sera non pas entre une droite et une gauche également molles car également soumises aux intérêts des *lobbies* étrangers et empreintes d'idéologie cosmopolite, mais entre les partisans de la nation et ceux qui veulent sa disparition... Toutefois, ne nous faisons pas trop d'illusion. On l'a rappelé en commençant : le suffrage universel est conservateur... C'est avec le régime qu'il faut en finir. \square

François Marcilhac

1 - « Cette construction [européenne] à l'allure technocratique et progressant sous l'égide d'une sorte de despotisme doux et éclairé, doit se transfigurer dans un projet porteur de sens. » Jacques Delors, 7 décembre 1999... en la cathédrale de Strasbourg.

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Dur, dur, pour la presse d'opinion

FRANCE SOIR, au bord de la faillite, vient de décider de supprimer à partir de décembre sa version papier pour paraître uniquement sur Internet. La vie est dure pour la presse écrite, et encore plus pour la presse d'opinion, comme *L'AF 2000*. Nous vous le rappelons : comme tous les journaux

politiques - sauf les journaux des partis qui touchent des subventions de l'État républicain nos seules recettes commerciales de nous permettent pas de boucler notre budget en fin d'année. Il nous manque actuellement 11 000 euros pour faire face à nos engagements. Hélas, nous ne pouvons compter que sur nos amis pour venir à notre secours. Ce sont vos versements à la souscription qui permettent au journal de subsister.
Aujourd'hui encore, cette souscription a un caractère vital pour notre œuvre. Pensez-y.
Merci d'avance.

Marielle Pujo



√ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 14

Virements réguliers: Jean-Michel de Love, 7,62; Raymond Sultra, 17,78; M^{me} Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87, Jean-Pierre Lamy, 30; M^{me} Tatiana de Prittwitz, 45,73, Louis Moret,90.

Total de cette liste Listes précédentes **214,00 €** 7 488,94 €

Total 7 702,94 €

□ PARTI SOCIALISTE

République primaire

Bien qu'elles semblent s'en inspirer, les primaires socialistes sont loin d'imiter la démocratie américaine. Leur déroulement suscite le scepticisme, sinon les railleries.

rançois Hollande vient de remporter les "primaires citoyennes" organisées par le Parti socialiste. L'UMP, que rien de fondamental ne distingue de son homologue de gauche (celleci ayant abandonné le peuple, tandis que la nation a été exhérédée par celle-là censée représentée la droite), semble séduite par cette procédure plutôt mal inspirée qu'effectivement importée d'outre-Atlantique.

Singerie démocratique

Oui mais voilà, la France n'est pas l'Amérique et la Ve République s'accommode plutôt mal de ce procédé. En effet, la constitution gaullienne de 1958 (que De Gaulle amenda, ad referendum, en 1962 en ouvrant l'élection du président de la République au suffrage universel direct) fait de l'élection présidentielle la rencontre d'un homme avec le peuple. D'une certaine façon, bien que ce fût implicite, renouant avec l'antique tradition monarchique de l'onction royale, De Gaulle, qui venait d'échapper de justesse à la mort lors de l'attentat du Petit-Clamart, souhaitait faire bénéficier le futur chef de l'État d'une légitimité au moins aussi incontestable, non par tant par sa nature (divine sous la monarchie) que par ses effets.

Que les socialistes aient recours à un filtre supplémentaire, improprement dénommé "primaire", dénote une constante au sein de ce parti, digne héritier de la SFIO: l'indicible gêne à présenter devant le corps électoral un candidat qui soit bien plus et autre chose qu'un notable cantonal. Toutefois, que l'UMP envisage, dès 2017, de singer les socialistes dans cette farce électorale qui, soit dit en passant, a mobilisé à peine plus de 2 % du corps électoral hexagonal (44,5 millions d'électeurs pour 62 millions de Français), est symptomatique. Un parti, dont la ligne idéologique s'est longtemps réclamée d'un certain césarisme plébiscitaire, qui en est réduit



François Hollande : « un notable cantonal »

aujourd'hui, pour faire "moderne" ou "tendance", à une telle guignolade, est tout simplement mort, inutile au mieux.

Le tropisme américain de Nicolas Sarkozy semble avoir inévitablement contaminé nos bonnes âmes de la rue de Solferino. Sauf que la pratique US est non seulement à des années-lumière de l'ersatz médiatique dont on nous a tympanisé ces derniers temps, et surtout, bien plus complexe. Le format de cet article est trop exigüe pour qu'on en décrive précisément le fonctionnement, sauf à dire que les primaires (ou caucus, c'està-dire l'élection des candidats par les responsables du parti) ne sont que la première étape d'un long processus qui passe également par la tenue des conventions nationales (lesquelles réunissent les délégués issus de ces primaires), jusqu'à l'élection du président par le Collège électoral au suffrage universel indirect. Autant dire que l'élection mobilise les Américains pendant au moins une année pleine, étant précisé que les candidats doivent parcourir les quelque 9 millions de km² de leur vaste pays.

Totalitarisme

En outre, il est à remarquer que ces "primaires citoyennes", où même les mineurs voire les étrangers pouvaient voter, moyennant une taxe d'un euro et la signature d'un engagement à respecter les valeurs de la gauche, se sont déroulées dans un climat totalitaire qui démontre l'état d'avachissement intellectuel et moral particulièrement avancé de nos concitoyens. Ainsi, le PS est parvenu, dans l'indifférence générale, avec la veule complicité du pouvoir en

place, à faire admettre l'inadmissible, tout au moins sur le plan juridique. Au plan politique il s'est livré à une captation démocratique en neutralisant l'intimité du droit de vote par confiscation du libre choix des électeurs, notamment ceux des petites communes. Aller voter ou s'abstenir, des postures individuelles étroitement contrôlées par les petits capos militants et minutieusement soupesées, décortiquées et analysées dans les funestes arrière-boutiques des sections socialistes locales. L'on a même vu, entre les deux tours, un député girondin, faire du porte-à-porte (voire pénétrer dans les immeubles avec un passe-partout !), listes électorales en mains, pour mobiliser les indécis ou les abstentionnistes à aller voter...

Système inepte

Ces primaires socialistes auront au moins montré l'inanité du système démocratique que Maurras avait si justement dénoncé en son temps. Outre que le « suffrage universel est conservateur » (Mes idées politiques, 1937) en ce qu'il reproduit, sur un mode endogamique, les mêmes oligarques, il est également niveleur, en ce que « l'élite vaut la masse » (L'Action Française, 10 décembre 1930). Excepté, dans une certaine mesure, Arnaud Montebourg qui a fait œuvre originale en exploitant le thème lepéniste de la "démondialisation" (encore que son ralliement à la soupe hollandiste ait jeté une lumière crue sur ses intentions honteusement électoralistes), tous, du radsoc Baylet, à la mystique Royal, en passant par l'islamiste Aubry, se sont complus dans la médiocrité conceptuelle, l'indigence sémantique et la vacuité politique.

Par leurs boniments, ils vomissent, en réalité, l'électeur dont ils flattent les plus bas instincts. Et celui-là continue de s'y laisser prendre, comme l'on mène le mouton à l'abattoir. À moins que ce ne soit la marque d'un profond désintéressement pour la vie politique ? Car, en définitive, le chiffre de quelques millions de votants est, au plus bas étiage, celui d'une manifestation "à forte mobilisation". Alors, les primaires, pourquoi pas, mais pour un peuple « compétent [en] ses intérêts locaux et professionnels » (La Politique religieuse, 1912). ■

Aristide Leucate aleucate@yahoo.fr

» MADE N FRANCE

Selon un sondage Opinion Way pour Alittlemarket, 91 % des Français seraient prêts à acheter en priorité des produits fabriqués en France. Quitte à payer plus cher si nécessaire? Quoi qu'il en soit, les gourous du marketing ne vont pas manquer d'exploiter le filon. D'ailleurs, dans l'Hexagone, Toyota a mis l'accent sur l'origine de sa nouvelle Yaris, produite à Valanciennes.

» SODAS

À la faveur du bricolage fiscal orchestré par le gouvernement, Coca Cola, Pepsi et Orangina se livrent une véritable bataille par *lobbying* interposé. En cause, tout particulièrement l'élargissement aux édulcorants de la taxe sur les sodas... et la quête de potentiels avantages concurrentiels.

» PRIME SARKOZY

La "prime Sarkozy" vire au fiasco. Selon l'Insee, citée par Les Échos, 600 millions d'euros devraient être reversés cette année aux salariés en vertu de ce mécanisme indexé non pas sur les bénéfices, ni même sur les dividendes, mais sur l'évolution de ceux-ci. Cela tranche avec les promesses du gouvernement, qui avaient allègrement dépassé les 2 milliards d'euros.

» ÉVASION FISCALE

Soucieux de débarrasser le pays des évadés fiscaux, le député UMP Yves Nicolin envisage une solution radicale: selon lui, les Français ayant établi leur domicile fiscal à l'étranger devraient être déchus de leur nationalité. Il a rédigé une proposition de loi en ce sens, cosignée, entre autres, par ses collègues Éric Raoult et Christian Vanneste. Déposé le 11 mai, son texte est apparu le 4 octobre dans le flux d'informations de l'Assemblée nationale.

HUMEUR

Bonnet blanc et blanc bonnet

ON NE PEUT PAS sérieusement considérer que l'UMP soit "de droite". Ce n'est que la frange modérée d'une sociale-démocratie, corrompue, moralisatrice et incompétente. Les oligarques de l'UMP partagent d'ailleurs largement les mêmes pseudo-valeurs que la gauche : divinisation de l'Homme (cf Luc Ferry), égalitarisme, amour de la République et de la Révolution, non-discrimination érigée en religion, haine de ses propres

nationaux, amour de l'étranger, haine des traditions, haine des nationalistes et des patriotes, fiscalisme débridé, réglementation à outrance (contraintes sur tous les aspects de la vie sociale), tartuferie, etc. En vérité, il y a simplement dans cette vaste oligarchie que l'on nomme "l'UMPS" un courant idéologique fort et dogmatique, sorte de clergé laïque et gardien de la foi égalitariste, c'est-à-dire l'actuel PS et ses satellites d'extrême gauche, et un courant on va dire de simples opportunistes, prêt à tout et surtout avides de pouvoirs, d'honneurs et d'argent, l'UMP. Ces gens-là n'ont strictement aucune idée politique, ils sont à la remorque intellectuelle des dogmatiques de gauche dont ils épousent servilement les

idées en toutes circonstances. Il n'y a eu d'ailleurs aucune différence d'envergure dans la politique qui a été menée ces dernières années, entre les gouvernements de gauche et de droite. Juste des divergences à la marge. Mais tous sont largement d'accord sur les "valeurs républicaines" et, en fin de compte, c'est bien la vulgate marxiste révolutionnaire, plus ou moins concentrée, plus ou moins toxique suivant les moments. C'est contre cette sorte d'Hydre de Lerne, ce mal infiltré dans toutes les couches de la société et qui la tue à petit feu, que nous nous battons, nous monarchistes. \square

Olivier Tournafond

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?



Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés!

□ GOUVERNEMENT

Zéro pointé pour Wauquiez

Le gouvernement s'essaie à flatter les étudiants en leur proposant d'acquérir une tablette numérique pour un euro par jour. Mais sans faire appel au concurrent français d'Apple et Samsung.



Les services de Laurent Wauquiez ont négligé les produits Archos.

ossier mal ficelé ? Communication hâtive ? Laurent Wauquiez a loupé sa première rentrée universitaire en annonçant l'opération baptisée « tablette à un euro par jour ». Elle proposait aux étudiants de se doter de cet appareil numérique peu encombrant dans lequel peuvent être stockés livres, données et documentations avec accès internet, le tout à des conditions financières peu onéreuses. L'offre pouvait paraître alléchante.

Mais, patatras! Le très sémillant Wauquiez, par ailleurs chef de file d'un quarteron d'élus UMP autoproclamé "La droite sociale", avait été un peu vite en besogne. En se rendant sur le site Internet de son ministère, on apprenait que la proposition était limitée à dix mille contrats alors que les étudiants se comptent par millions et que le coût final était peu compétitif: l'acheteur s'engageant sur deux ans, soit 730 euros par tablette. Mais surtout, cette offre, présentée en partenariat avec l'opérateur Orange, ne portait que sur des machines de type IPad

d'Apple et Galaxy tab 8,9 de Samsung. Le ministre français de l'Enseignement supérieur privilégiait de fait deux marques étrangères : le géant américain et son grand concurrent coréen qui n'attendaient sans doute pas après ce marché, fut-il juteux.

Archos piquée au vif

Question? Les Français sont-ils incapables de construire des tablettes numériques ? La technologie hexagonale est-elle si mal en point que nos ingénieurs ne peuvent pas se positionner sur un créneau aussi porteur ? Non, pas du tout. Aveuglé par le libéralisme absolu qui constitue son unique boussole politique, le ministre Wauquiez - certes tout neuf dans la fonction - et les technocrates qui l'entourent ont simplement ignoré l'existence de la société française Archos, créée en 1988 par Henri Crohas, un ancien des Arts et Métiers, né en Haute-Loire... où Wauquiez a été élu! Archos n'est pourtant pas une inconnue dans le petit monde des

fabricants de supports numériques : spécialiste des baladeurs. première à commercialiser le MP3, elle produit des tablettes sous Android bien placées sur le marché. Cotée en bourse, Archos a réalisé en 2010 plus de 83 millions de chiffre d'affaires et dispose de filiales en Allemagne, aux États-Unis et en Asie. La société compte deux cents salariés dont la moitié travaillent en France. Piqué au vif par l'offre ébouriffante du ministre, le P-DG d'Archos a décidé de riposter en proposant des tablettes à cinquante centimes par jour. Pris en flagrant délit d'arnaque et de méconnaissance du sujet, Laurent Wauquiez a fait savoir qu'il pourrait rectifier le tir si Archos se manifestait pour entrer dans son offre globale. Trop tard, le mal est fait. Que les industriels français qui ne sont pas armés pour affronter les puissants lobbies multinationaux sachent qu'ils ne trouveront aucun allié dans le pouvoir actuel. À quand un véritable État stratège ? ■

François Vivarais

RELIGION

Rome-Écône L'attente

RÉUNIS les 7 et 8 octobre à Albano près de Rome, autour de M^{gr} Bernard Fellay, les supérieurs de la Fraternité sacerdotale saint Pie X ont pris connaissance du document remis à lui-même et à ses assistants, les abbés Niklaus Pfluger et Alain-Marc Nély, par le cardinal Levada, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, lors de l'entretien du 14 septembre (voir L'AF 2000 du 6 octobre). Ayant beaucoup prié, ils

ne semblent pas etre parvenus a une position commune, mais le dernier mot appartiendra à M^{sr} Fellay qui ne doit pas tarder à donner sa réponse.

Nous ne pouvons en dire plus à l'heure où nous écrivons, bien conscients que nous sommes que la décision est très grave, puisqu'est en jeu l'avenir de la Tradition qui de tout temps a fait être l'Église catholique. Les temps sont-ils mûrs pour fermer la parenthèse du concile Vatican II dont les fruits - désacralisation de la liturgie, laisser-aller doctrinal et disciplinaire -, sont reconnus par à peu près tous les observateurs religieux aujourd'hui ?



Devant l'imminence de cette décision historique, on comprend que M^{gr} Fellay veuille obtenir de Rome des éclaircissements. En attendant Il demande aux fidèles plus que jamais de réciter le Rosaire avec ferveur...

Michel Fromentoux

AGRIF

Des souchiens en révolte

Porte-parole des Indigènes de la République, Houria Bouteldja symbolise, aux yeux de l'Agrif, l'existence d'un racisme anti-français. À l'annonce de son procès, moult personnalités ont pris son parti. Aperçu.

HOURIA BOUTELDJA, égérie du PIR (Parti des Indigènes de la République) devait répondre, le 12 octobre à 14 heures, de l'accusation de racisme anti-français devant la chambre correctionnelle du tribunal de Toulouse, à l'initiative de l'Agrif (Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne). Elle avait traité dans une émission de télévision les Français de « souchiens », jouant selon l'accusation sur l'ambiguïté du terme avec l'appellation de "sous-chiens". Se faire traiter de chien constitue pour un musulman la pire des insultes!

Le procès a finalement été reporté au 14 décembre. Il faut espérer qu'il se tiendra bien et que la justice reconnaîtra, par là même, l'existence d'un racisme anti-français comme celle d'un racisme anti-blanc. Les deux notions ne se confondent d'ailleurs pas, car, entre autres, les harkis, d'origine maghrébine comme les Mahorais, sont assez souvent traités de "traîtres vendus à la France" et de "sales Français".

Réactions hostiles

Le cas d'Houria Bouteldja, qui

s'exhibe sur la couverture d'un livre intitulé Nique la France, apparaît emblématique du comportement d'une certaine frange de la population. De plus en plus de gens s'en alarment et il est révélateur de trouver sur le site de gauche Rue 89 un texte signé Mohamed Akkouche qui dénonce le racisme anti-blanc et demande judicieusement aux personnes soutenant HB si « leurs enfants et petits-enfants ont effectué leur scolarité dans les écoles publiques des quartiers dits"sensibles" ». Autre signe du changement des mentalités, beaucoup d'internautes, en prenant connaissance de la pétition publiée sur le site *Politis*, y réagissent de facon très hostile. Le texte, en faveur de l'égérie du PIR, est d'une rare indigence et se contente d'avancer qu'Houria Bouteldja est une « militante de longue date contre toutes les discriminations racistes » (faux bien sûr) et que l'Agrif est connue pour ses positions « d'un racisme extrémiste ». Qu'est-ce à dire ? Il y aurait donc des racismes extrémistes et d'autres qui le seraient moins, celui d'Houria Bouteldja, par exemple?

On relèvera parmi les pétitionnaires une belle brochette de philosophes dont bon nombre d'anciens élèves ou condisciples (Badiou, Balibar et Rancière) du professeur Louis Altusser, né à Alger et mort, il y a deux décennies, dans un hôpital psychiatrique, dix ans après avoir étranglé son épouse dans une crise de démence. Il y a également, bien sûr, quelques forcenés de l'anti-colonialisme militant.

On ne s'étonnera pas de trouver parmi eux, un certain Olivier La Cour Grandmaison, dont les thèses résumées par le titre d'une de ses "oeuvres" -Colonise-Exterminer - sont tellement outrancières qu'elles ont provoqué l'ire d'un Pierre Vidal-Naquet, pourtant loin d'être un nostalgique de la colonisation. J'ai "découvert" OLCG lorsqu'avec deux autres "étroits mousquetaires"de l'anti-colonialisme, Mehdi Lallaoui et René Vautier, il a ferraillé, à ses dépens (les trois ont été déboutés de leur action) contre la vaillante Claudine Dupont tingaud, le 24 novembre 2010, à la chambre correctionnelle du Palais de Justice de Paris.

Étoile montante

Deux autres personnages, plus ou moins pittoresques, méritent d'être cités. Raphaël Confiant est un écrivain réputé pour ses écrits haineux, stigmatisant plusieurs communautés (entre autres, les communautés juive et martiniquaise, la sienne). Ghazi Hidouci est "l'étoile montante" du gauchisme parisien. Ancien hautfonctionnaire algérien, ancien ministre algérien des Finances, réfugié en France - trois "qualités" qui devraient l'inciter à davantage de discrétion -, il frétille d'impatience de distiller dans la presse et l'ensemble des médias son irremplaçable Weltanschauung. Ce qui est scandaleux, c'est qu'il répand sa haine de la France non seulement en soutenant l'imbuvable Houria Bouteldja, mais aussi en s'en prenant, plus d'un demi-siècle après, à Enrico Macias (voir Algeria Watch du 27 septembre) et en insultant avec virulence la communauté harkie, évoquant (Le Maghrébin du 17 septembre) des « vils harkis crapuleux ». Si sur la scène médiatique s'agite une galerie de personnages aux motivations diverses (pas toujours méprisables, certains croyant de bonne foi venir à la rescousse de ceux qu'ils croient être des déshérités), il faut bien se rendre compte que ceux qui tissent leur toile en avançant leurs pions (dont Houria Bouteldja, une inconditionnelles du Hamas et du Hezbollah), ce sont les islamiques radicaux. Leur but est clair: l'islamisation de la France, de l'Europe et du monde entier, à leur seul profit. □

Jean-Michel Weissgerber

□ OUTRE-MER

Mayotte en colère

L'île aux Parfums, située dans l'océan Indien, se révolte contre la vie chère. Une situation due à l'immigration clandestine en provenance des autres îles des Comores, qui freine le développement économique.

ix mois après être devenue le 101è département français - c'était le 31 ars 2011 - , Mayotte fait de nouveau la "une" de l'actualité nationale. Depuis la fin du mois de septembre, en effet, l'île aux parfums vit au rythme d'une forte mobilisation sur le thème de la "vie chère". Excédée par la cherté des produits de consommation courante, la population proteste et réclame que des mesures soient prises pour augmenter le pouvoir d'achat et faciliter l'emploi dans le nouveau département français.

Mouvements violents

Il s'agit de mouvements sociaux violents, provoquant barrages de routes et dégradation de mobilier urbain. Le 7 octobre, un jeune Mahorais, qui avait jeté un cocktail Molotov en pleine rue, comparaissait devant le tribunal de grande instance de Mamoudzou. Des dizaines de manifestants s'étaient rassemblés devant le palais de justice pour le soutenir, et la préfecture a dû déployer un important dispositif de sécurité. Des renforts de policiers et de gendarmes sont arrivés de la Réunion et de métropole pour contenir une situation alarmante : des barrages dans l'île empêchaient le passage des véhicules ; par souci de précaution, les commerces étaient fermés.

M^{me} Marie-Luce Penchard, ministre délégué à l'Outre-Mer, est venue sur l'île vendredi dernier, 14 octobre. Elle a annoncé qu'il serait procédé à une enquête sur les marges commerciales pratiquées dans l'île et que, sur les bases des résultats de cette enquête, elle allait « veiller à ce que des mesures soient prises, et s'il le faut, à ce que des sanctions soient prononcées ». Elle a aussi annoncé diverses mesures de tarification et à caractère social : la réglementation du prix de la bouteille de gaz ; une baisse supplémentaire des produits de première nécessité par rapport à ce qui a déjà été négocié ; une réduction, pour les familles disposant de moins de 600 euros de revenus mensuels soit 60 000 personnes -, de 5 euros par mois sur dix produits de première nécessité. M^{me} Penchard a aussi appelé le conseil général à faire « un effort en matière d'aide sociale en direction des familles nombreuses ».

Il peut être tentant de faire le lien entre accession au statut départemental et vie chère à Mayotte. Nous ne le ferons pas. La vie était aussi chère à Mayotte avant la départementalisation! La flambée de violence de ces derniers jours est comparable à celle que connaissent parfois nos terres d'outre-mer face à la cherté des prix des produits importés. Souvenons-nous de la grève générale



M^{me} Marie-Luce Penchard, ministre délégué à l'Outre-Mer, a annoncé une enquête sur les marges commerciales pratiquées à Mayotte.

de l'hiver 2009, en Guadeloupe puis en Martinique qui sont des départements français depuis... 1946! Le véritable problème de Mayotte, c'est que, ne produisant qu'une agriculture et une pêche vivrière, l'île est contrainte d'importer les produits de première nécessité qui lui coûtent fort cher. L'ylang-ylang et la vanille, qui laissaient espérer il y a quelques années des possibilités d'exportation intéressantes, doivent subir la concurrence de produits artificiels fabriqués dans d'autres pays à des coûts bien moindres.

Droit commun adapté

Contrairement à certaines idées reçues et volontiers véhiculées, aucune "manne" ne s'est abattue sur Mayotte du fait de la départementalisation. Un salaire minimum existe deja, a un taux bien inférieur à celui de la métropole. S'il est bien prévu, à partir de 2012, l'application du revenu de la solidarité active (RSA), il ne représenterait que le quart du montant métropolitain sur lequel il serait aligné, de façon progressive, sur vingt-cinq ans ! Les deux minima sociaux qu'il est prévu d'instituer (allocations "personnes âgées" et "adultes handicapés") auront aussi un montant minoré, adapté à la situation locale. En revanche, il est bien prévu d'instituer, en 2014, une fiscalité locale jusqu'alors inexistante. Ajoutons que l'âge légal du mariage pour les femmes a, d'ores et déjà,

été relevé de quinze à dix-huit ans, que les mariages polygames sont désormais interdits, et que la justice cadiale a été supprimée, laissant la place à un système judiciaire complet de droit commun. C'est bien, de façon raisonnée et progressive, l'application d'un "droit commun adapté" pour Mayotte, sans qu'il soit question de déverser, sur l'île, des milliards d'euros.

Le véritable frein à la sécurité et, partant, au développement économique, est, en réalité, l'immigration clandestine en provenances des autres îles des Comores, que le gouvernement devrait contrôler et combattre avec une plus grande énergie.

Liaison aérienne

Par la sécurité qu'il assure à Mayotte sur le plan institutionnel, le statut départemental constitue le meilleur garant pour le développement économique de l'île. La meilleure preuve en est que la compagnie aérienne française Air Austral a annoncé, pour le 30 octobre, la création d'une ligne directe Paris-Mayotte. Espérons que nombreux seront les chefs d'entreprise intéressés par Mayotte (il y a tant d'atouts à développer en matière de tourisme), et qui permettront à l'île aux Parfums de créer les emplois et les ressources locales, diminuant ainsi ses importations. ■

Didier Béoutis

Au fil de la presse

Où il est montré que les médias ont supplanté le pouvoir politique relégué dans des sphères incontrôlées et composées d'irresponsables patentés....

□ Le site Les 4 Vérités (11 octobre) nous révèle un accord secret passé le 28 septembre entre la Turquie et la Commission européenne. Aux dires du ministre turc des Affaires étrangères, « les Turcs vont avoir un rôle dans la formation des futures politiques et législations européennes » et contribuer « à balayer les erreurs de perception et les préjugés contre l'adhésion de la Turquie dans les pensées et le cœur de certains Européens ». On sent poindre la farouche volonté du géant turc de prendre d'assaut, économiquement d'abord, politiquement et culturellement ensuite, la vieille forteresse européenne.

□ L'Europe semble bien mal partie, surtout lorsqu'elle octroie le prix Nobel de la paix à Tawakkul Karman, « activiste yéménite de défense des droits de l'homme [...] et personnalité politique, membre du parti islamique Al-Islah [...] proche des Frères musulmans » (Le Salon beige, 10 octobre). La préférence exotique de nos élites cosmocratique n'a plus de limites, à commencer par celle de la réciprocité. Ainsi, Minute (12 octobre) nous apprend que pour ses primaires, « le Parti socialiste avait décrété que pouvaient voter "les citoyens étrangers membres du PS ou du MJS" ». C'est inexorable, le droit de vote des étrangers non européens en France fera partie des réformes sociétales des cents premiers jours de la future présidence socialiste.

☐ Une fois n'est pas coutume, Le Monde (4 octobre) n'a pu taire la nouvelle étude de l'islamologue Gilles Keppel publié par l'Institut Montaigne, dans laquelle il montre qu'à l'issue du « mouvement de "réislamisation culturelle"de la fin des années 1990 » qui a « particulièrement marqué à Clichysous-Bois et à Montfermeil », « la République, ce principe collectif censé organiser la vie sociale, est un concept lointain. Ce qui "fait société"? L'Islam d'abord. » Et le quotidien vesperal de se desesperer « des centaines de millions d'euros investis dans la rénovation urbaine ». Il faut être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas reconnaître que les sommes déversées dans la "politique de la ville" sont non seulement gaspillées, mais encore accélèrent la ghettoïsation des moins fortunés. Quand la France se décidera-t-elle enfin à agir à l'instar de la Grande-Bretagne ? Celleci, par la voix de son Premier ministre, David Cameron, souhaite « encourager les employeurs à engager des travailleurs britanniques » tout en

luttant contre une « immigration excessive » qui « a aggravé la faillite de notre système de couverture sociale » (Présent, 12 octobre).

□ Mais, sur cette question cruciale pour l'avenir civilisationnel de notre continent, le consensus, en Europe, est loin d'être atteint, comme le montre le Danemark, dont le nouveau gouvernement de centre gauche n'a rien moins décidé que de lever ses contrôles aux frontières, supprimer son ministère de l'immigration, alléger les procédures de permis de séjour et de naturalisation et, pour faire bonne mesure, nommer un ministre des cultes et des affaires nordiques d'origine... indienne! Le Monde (11 octobre) se délecte de ces décisions, « initiatives suffisamment rares et courageuses [sic], dans un pays qui compte 9,8 % d'immigrés et de citoyens d'origine étrangère, pour être saluées ».

□ Illustration d'un discours tiède sous couvert d'"humanisme", mot à la mode (depuis la récente constitution d'un mouvement de cent neuf membres, Les Humanistes de l'UMP, pour contrebalancer, au sein du parti présidentiel, l'inaudible et versatile Droite populaire qui n'en comprend qu'une quarantaine) pour désigner le politiquement correct, c'est-à-dire, « le vide de la pensée politique » au nom d'une « modération [qui] est souvent en politique, synonyme d'impuissance et de piétinement » (christianvanneste.fr).

La démographe, Michèle Tribalat, va dans le même sens, lorsqu'elle écrit que notre « époque relativiste [...] interdit de porter un jugement sur des pratiques qu'on aurait jugées inacceptables et valorise l'ouverture à ce qui vient d'ailleurs » (Le Monde, 14 octobre). Et précisément, de ce point de vue, la droite au pouvoir s'avère incapable d'assumer des politiques de bon sens, tétanisée par une gauche dont elle cherche confusement a copier le magistère moral en se campant dans une attitude de renoncement et de valse hésitation. La philosophe Chantal Delsol note très justement que la droite « a peur de la gauche », ses électeurs, souvent désorientés et « anxieux de ne trouver chez ses élus qu'une pensée pâteuse » (Valeurs actuelles, 13 octobre). Ni de droite, ni de gauche, ce n'est pas le moindre mérite de la monarchie de se tenir éloignée des ces vicissitudes.

Aristide Leucate

□ ÉLECTIONS

Législatives helvétiques

La Suisse renouvelle son parlement. Tandis que les thèmes de campagne chers à l'UDC sont quelque peu marginalisés, les Verts pourraient réaliser une percée. Mais sans bouleverser l'équilibre politique propre au pays.



À Berne un glissement d'une dizaine de sièges revête parfois l'ampleur d'un séisme.

u terme d'une législature de quatre ans, les citoyens suisses renouvelleront en cette fin de semaine les deux chambres de leur parlement, le Conseil national (appelé encore chambre du peuple) et le Conseil des États (ou chambre des cantons). Le Conseil national se compose de deux cents députés élus à la proportionnelle ; chaque canton ou demi-canton (par exemple Bâle-Ville et Bâle-Campagne) forme un collège électoral et envoie à Berne un nombre de représentants au prorata de sa population. Le Conseil des États ne compte, lui, que quarante-six députés, ou sénateurs, à raison de deux représentants par canton (un seul pour les demi-cantons); cette représentation est intangible, elle ne varie pas en fonction des données démographiques, particularité qui garantit une parité entre "grands" et "petits" cantons. Les pouvoirs des deux chambres sont similaires, ce qui signifie qu'en cas de désaccord sur un texte législatif, il faut recourir à la science du compromis.

Immigration et franc fort

L'activité parlementaire helvétique fait rarement les gros titres des médias, contrairement aux votations populaires (immigration, refus de nouveaux minarets, relations avec l'Union européenne). Les élections fédérales de 2007 avaient fait exception, dès lors que s'était formée au lendemain du scrutin une majorité de circonstance pour évincer Christoph Blocher du Conseil fédéral, le gouvernement central constitué de sept membres représentatifs de la politique dite de concordance.

Bien que Blocher n'ambitionne pas de réintégrer le Conseil fédéral, ses thèmes de prédilection ont nourri la campagne électorale de son parti, l'Union démocratique du centre (UDC), qui a d'ailleurs lancé le 23 mai une initiative « contre l'immigration de masse », un texte proposant de rétablir des quotas de travailleurs européens. Destinée à dynamiser la campagne de l'UDC, cette initiative populaire - la récolte des signatures est en cours - n'a toutefois pas eu le plein effet escompté. Conséquence de la crise économique et financière dans la zone euro et aux États-Unis, le franc suisse, valeur refuge, s'est envolé (jusqu'à ce que la Banque nationale suisse impose un plancher de 1,20 franc pour un euro), une appréciation monétaire qui a pénalisé l'industrie helvétique dépendant de l'exportation - en particulier le secteur de la machine-outil.

Partitocratie helvétique

La cherté du franc a ainsi fait peser une menace sur l'emploi, désormais le sujet de préoccupation numéro un de la population. Certes, le niveau de chômage en Suisse (3.6 % de la population active, avec de fortes disparités entre les cantons) peut paraître enviable comparé aux 9,4 % de l'Union européenne (9,8 % dans la seule zone euro), mais c'est suffisamment angoissant pour l'Helvète ayant la religion du travail. Or, d'un strict point de vue social, ce theme n'est pas le plus porteur pour l'UDC, sauf à le rattacher aux problèmes liés à l'immigration et aux velléités intégrationnistes de la Commission européenne.

À cet égard, le parti de Blocher et Freysinger semble plus cohérent que ses concurrents du centre droit, le Parti libéral-radical (PLR) et la démocratie chrétienne (PDC), qui ont tardivement renoncé à l'option de l'adhésion à l'UE et qui, pour ne pas mécontenter le patronat, refusent de brider une immigration pourvoyeuse de main d'œuvre bon marché. Quant au Parti socialiste, il tâche de capitaliser, si l'on ose dire, sur la crise

financière, la responsabilité des banques, mais, paradoxalement, se prétend pro-européen et défenseur des immigrés, fussent-ils clandestins, en niant toute causalité en termes d'emplois.

Comme c'est le cas depuis 1943, ce sont ces quatre partis qui, en toute hypothèse, devront conduire les affaires de la Confédération durant la prochaine législature. Le scrutin du 23 octobre ne devrait pas bouleverser les rapports de force parlementaires - encore qu'à Berne un glissement d'une dizaine de sièges dans un sens ou dans l'autre revête parfois l'ampleur d'un séisme. À en croire les augures, l'UDC devrait rester le premier parti de Suisse, en progressant légèrement aux alentours des 30 %. Le PS, qui avait essuyé un sérieux revers il v a quatre ans en plafonnant à 19,5 % des suffrages, ne semble pas en mesure de faire beaucoup mieux. La principale inconnue réside dans les résultats respectifs qu'obtiendront les libéraux-radicaux et les démocrates chrétiens. Ce qui déterminera, pour une part, la future composition du Conseil fédéral, dont les sept membres seront élus ou réélus le 14 décembre par le nouveau parlement.

Ambitions minuscules

À vrai dire, c'est là l'enjeu principal. L'UDC espère récupérer son deuxième siège perdu en 2007 du fait de la cabale anti-Blocher, une majorité de parlementaires lui ayant préféré Eveline Widmer-Schlumpf, alors UDC de la tendance molle qui par la suite a créé son propre parti ; alors qu'elle est aujourd'hui ministre de la Justice et de la Police, sa position paraît mal assurée. Le PS compte bien préserver ses deux sièges, même si la démission de Micheline Calmy-Rey, socialiste en charge des Affaires étrangères depuis une dizaine d'années, trouble le jeu. Les Verts, qui ont profité de l'"effet Fukushima" et n'ont jamais eu de représentant au Conseil fédéral ne cachent pas leur ambition. D'autant qu'ils ont obtenu du gouvernement l'abandon a terme de l'énergie nucléaire. Ils seraient sans doute comblés si l'un des leurs parvenait à éjecter un représentant des partis "bourgeois", PLR ou PDC. Ces ambitions minuscules ne doivent pas faire oublier que la Suisse ne connaît pas les crises ministérielles. Les conseillers fédéraux ne sont remplacés que lorsqu'ils démissionnent ou décèdent - ou encore en début de législature si d'aventure l'un d'entre eux ne répond plus parfaitement aux critères de cette "démocratie témoin" qui aveugla André Siegfried.

Guy C. Menusier

BELGIQUE

Un gouvernement se dessine à Bruxelles

Privée de gouvernement cinq cent jours durant, la Belgique aperçoit enfin le bout du tunnel.

CETTE FOIS, c'est plié. Du moins ce devrait l'être. Les représentants de huit partis politiques néerlandophones et francophones ont donné vie à la nouvelle Belgique. Jusqu'au dernier moment, la participation des écologistes a posé problème. Côté francophone, tous étaient prêts à les embarquer : Elio Di Rupo, parce qu'il préférait ne pas les voir en flanc-garde tirailler à sa gauche en s'appuyant sur les syndicats; Joëlle Milquet et ses "humanistes" démocrates-chrétiens, parce que les siens sont associés aux écolos dans les majorités régionales à Bruxelles et Namur ; les libéraux de Charles Michel, parce qu'il croit plus simple de les voir associés au pouvoir et aux mesures d'austérité pratiquement inéluctable. Patatras! Le scénario vole en éclat. Les Libéraux flamands proclament, par la voix de leur président Alexander De Croo : « Ce sera eux ou nous. » Et les démocrates-chrétiens flamands susurrent à mivoix : « Si les libéraux n'y vont pas, nous non plus. » Elio Di Rupo, le nœud-pap' en bataille, écume, se démène et cède. Exit les verts.

D'ores et déjà, les négociateurs (moins les Écolos) ont commencé la chasse aux milliards avec l'élaboration du budget. Restera à choisir les ministres. La plupart des "grosses têtes" rempileront. Quant aux écolos, avec élégance, ils ont fait savoir qu'ils demeuraient loyaux et voteraient la réforme institutionnelle. Avec eux, un "comité des huit" veillera à sa mise en œuvre. Sécurité sociale, police, justice, affaires étrangères et défense relèveront toujours du niveau fédéral. En matière de fiscalité, les régions prélèveront désormais un quart de l'impôt.



Pour atténuer les disparités régionales, Bruxelles et la Wallonie continueront à recevoir des subsides pendant dix ans. Ensuite? À chaque jour suffit sa peine... Si la Sécurité sociale demeure unitaire, en revanche les allocations familiales seront régionalisées ainsi que la gestion des maisons de retraite et des hôpitaux. Le droit du travail demeure le même pour tous mais la gestion des chômeurs et les sanctions qui y sont accouplées relèveront des régions. Enfin, cerise sur le gâteau, le code de la route différera en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie!

Cap sur 2012

Peut-on évaluer l'espérance de vie de cette "nouvelle Belgique" ? La prochaine échéance est fixée : ce sont les élections communales de novembre 2012. Déjà la NVA se range en ordre de bataille. Bart de Weveer veut conquérir le mayorat d'Anvers. Il clame que le nouveau gouvernement à venir ne détiendra pas la majorité en Flandre (43 voix sur 88). Et, ajoute-t-il, la mine gourmande et carnassière, « les partis qui le composent sont ceux qui ont subi une solide raclée de l'électeur ». D'où l'espoir et la promesse de leur tanner le cuir en 2012. Rien n'est écrit, mais le risque est réel. En attendant, les Belges, plus passifs encore que soulagés, accueillent avec une ironie un peu désenchantée la fin de la guerre des cinq

Charles-Henri Brignac

UE

Remontrances européennes

UN AVERTISSEMENT a été lancé par Bruxelles le 29 septembre : « les États membres doivent d'urgence s'employer avec plus de vigueur à transposer la réglementation européenne », prévient la Commission.

Tandis que la Belgique décroche le bonnet d'âne, la France se distingue par le retard avec lequel elle se conformerait aux arrêts de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) : il faudrait compter deux ans en moyenne, contre dix-sept mois dans l'ensemble de l'UE

Dernièrement, Paris a été prié : de garantir l'ouverture à la concurrence du tunnel sous la Manche ; de réduire les



.....

contrainte administratives pesant sur les PME; de se conformer aux règles communautaires applicables aux pratiques commerciales déloyales; d'assurer une attribution « non discriminatoire » des fréquences de télédiffusion numérique; et de respecter la directive TVA pour les bateaux. Dans cette "moisson de remontrances", la France est visée par une "mise en demeure", trois "avis motivés" et une traduction devant la CJUE. □

□ COPTES

L'Égypte vers la guerre civile

La destruction d'une église en Égypte a suscité une manifestation des coptes, réprimée dans le sang. Les coptes seraient-ils le bouc émissaire de la politique de déstabilisation de ce pays ?

près la démolition d'une église au sud du Caire, la communauté copte a organisé une manifestation le 9 octobre, dans la capitale égyptienne, pour dénoncer l'inertie du gouverneur de la province d'Assouan. Cela a vite dégénéré, aux abords du siège de la télévision publique. Des membres des forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur la foule et des chars ont écrasé les manifestants, faisant vingtcinq morts. Le spectre d'une tension intercommunautaire menace l'Égypte, où les coptes représentent 10 % de la population.

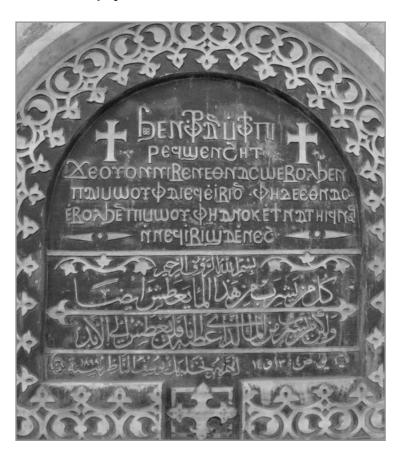
Chrétiens du ler siècle

Ceux-ci se considèrent comme les autochtones d'un pays christianisé au cours du ler siècle. Leur Église orthodoxe autocéphale est dirigée par un primat (pape) qui détient une autorité aussi bien pastorale que politique sur cette communauté. Au cours du XIX^e siècle se développa une Église catholique copte, fidèle à Rome, ainsi qu'une Église évangélique copte. Au cours de l'histoire, à l'issue des invasions, des mouvements migratoires et des conquêtes, les coptes devinrent minoritaires. Leur statut communautaire fut reconnu par l'Empire ottoman qui asseyait son pouvoir en maintenant un équilibre entre les communautés, appelées alors "millets" ("nations").

La vague de déstabilisation du monde arabe, en particulier du Moyen-Orient, fait resurgir le communautarisme, un facteur de dissensions et de conflits au sein de pays constitués par une mosaïque sociale disparate, comme le Liban, l'Égypte, la Syrie, l'Irak, la Palestine... Les détracteurs du modèle de société multiconfessionnelle propagent la peur chez les communautés minoritaires, aussi bien chez les chrétiens que dans les autres communautés : à l'instar des druzes ou des sunnites en Irak, où la majorité de la population est chiite; ou des sunnites au Liban, où les chiites sont plus nombreux. Parallèlement, un sentiment de frustration et d'inéquité se diffuse dans les communautes gouvernées par un chef d'État qui n'est pas des leurs, à l'instar de Saddam Hussein en Irak ou de Bachar Al Assad en Syrie.

Précédent chypriote

Dans les années soixante-dix, l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger n'avait pas hésité à évoquer le facteur communautaire susceptible de fragiliser les structures socio-politiques des pays muticonfessionnels. En 1974, après l'éclatement du conflit intercommunautaire à Chypre, des observateurs chypriotes ont attribué aux États-Unis la respon-



Inscriptions coptes et arabes dans une église du Vieux Caire

sabilité d'avoir donné le feu vert à l'invasion du Nord de l'île par la Turquie. Ils ont surnommé Kissinger "killinger" ("tueur"). Un an plus tard, le même scénario a vu le jour au Liban...

Fortement inspiré par cette stratégie du "divide et impera", notamment développée par son grand-oncle maternel, Moshe Mallah, dans son ouvrage El Avenir, Nicolas Sarkozy n'a pas hésité, il y a quelques semaines, à évoquer la menace qui pèserait sur les chrétiens d'Orient, lors de son entretien avec le patriarche maronite alors en visite officielle en France. Il a souligné que le chemin de l'exil semblait se dessiner pour ces communautés. Agacé par ce langage alarmiste, semant la peur qui avait provoqué une guerre civile au Liban, le prélat maronite a très vite réagi. En s'adressant aux médias, il a stigmatisé les tentatives de semer la zizanie intercommunautaire au Moyen-Orient. Il a appelé les communautes a sauvegarder leur coexistence harmonieuse et à défendre les modèles nationaux face à la montée du fondamentalisme soucieux de créer une escalade conflictuelle. Dubitatif sur les révoltes qui ont surgi dans le monde arabe, notamment en Égypte, le patriarche maronite est resté très prudent sur leur déclenchement et leur finalité.

La thèse du complot

En effet, comme l'a souligné M. Boutros Boutros-Ghali dans un entretien accordé à notre journal en mai dernier, la concomitance des événements n'est pas fortuite.

« Il ne s'agit pas non plus d'une simple contagion. Il pourrait y avoir, derrière ces mouvements une main voire plusieurs mains invisibles à qui profite cette déstabilisation. [...] Certains événements sont relatés d'une manière exagérée et exploités par les médias pour créer une psychose et une atmosphère de tension dans la région. » En Égypte où une grande partie de la population est illettrée, comment peuton croire que la révolte a été le fruit d'internet, notamment des réseaux sociaux ? Des meneurs de foules, ainsi que des sommes colossales distribuées aux manifestants, leur permettant de rester des semaines dans la rue et de subvenir à leurs maigres besoins, auraient provoqué la chute du régime. De la même manière, il n'est pas exclu que des agents attisent le feu entre chrétiens et musulmans en multipliant les provocations et en infiltrant l'armée et les institutions.

Les coptes, minoritaires en Égypte, sont le bouc émissaire de cette stratégie. Le neveu de M. Boutros-Ghali, ancien ministre des Finances du gouvernement du président déchu Housni Moubarak, Youssef Boutros-Ghali, s'est vu infligé quarante ans de prison ferme pour complicité de corruption. Prononcée contre un copte, cette peine semble effarante comparée à celle des assassins de l'ancien président Sadate. Youssef Boutros-Ghali est réfugié à Londres. Le Quai d'Orsay ne pouvait pas lui accorder l'asile après les hésitations exprimées au sommet de l'État.

Élie Hatem

DÉFENSE

Sur le front des Opex

Libye, Liban, Afghanistan... Le chef d'état-major des armées commente les opérations extérieures de la France (Opex).

LORS D'UNE AUDITION devant une commission de l'Assemblée nationale, le mercredi 5 octobre, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2012, l'amiral Édouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), s'est livré à un tour d'horizon des opérations extérieures.

« L'Europe désarme quand le monde réarme », a-t-il martelé en préambule. « Si elle devait se confirmer, voire s'amplifier, cette tendance serait lourde de conséquences pour notre avenir comme puissance capable de peser sur les affaires du monde. » Placée en « hibernation », l'"Europe de la défense" ne doit pas faire miroiter de faux espoirs...

Provocations au Liban

Cela nuance l'enthousiasme suscité par l'année écoulée. Selon l'amiral Guillaud, en effet, « peu de pays auraient été capables et auraient eu la volonté de faire ce que nous avons fait [...] en Libye, en Côte d'ivoire, sur le territoire national, ainsi qu'au Japon, où nous sommes intervenus lors du tsunami en envoyant des avions de transport stratégique pour évacuer nos compatriotes vers la Corée du Sud ». L'engagement au Liban demeurerait « le plus délicat de nos forces », en raison d'une liberté d'action difficile à garantir. « Il arrive aujourd'hui qu'un maire décide que l'on ne peut plus traverser son village », a déploré le CEMA. « Nos soldats - le troisième contingent sur place après ceux de l'Italie et de l'Indonésie - sont régulièrement menacés d'humiliation. La semaine dernière, un véhicule espagnol ayant dépassé de 500 mètres la zone de la FINUL a immédiatement été encerclé par des 4x4 aux vitres fumées ; des civils en armes en sont sortis et ont volé aux soldats leurs papiers, leurs cartes, leurs radios... Effets qui leur ont été rendus cependant le lendemain. » Cela mettrait nos soldats sous pression, une telle situation étant « insupportable, pour un grenadier volti-



geur comme pour un général ».

Aussi l'amiral juge-t-il « urgent que l'ONU révise le concept stratégique de la présence des casques bleus au Liban ». Évoquant l'Afghanistan, le CEMA a affiché l'optimisme que requiert sa fonction. « Dix ans après le début de notre intervention, est venu le temps du transfert des responsabilités de sécurité à l'armée nationale afghane », a-t-il rappelé. « Il y a cing ans, on ne comptait que 30 000 soldats et policiers afghans. Ils sont aujourd'hui 300 000. » Des chiffres censés illustrer « la réalité et le succès, dans le domaine militaire, des opérations de l'OTAN ». D'autant qu'« il n'a jamais été question de battre les insurgés "à l'ancienne" ni de transformer l'Afghanistan en havre de paix ». Le taux de désertion dans l'armée afghane aurait considérablement diminué : « Il était de l'ordre d'un tiers, par mois, il y cinq ou six ans ; il est maintenant inférieur à 10 % et tend à descendre vers 5 %. » Cela grâce au doublement des soldes : « La coalition a payé les hommes à peu près comme les payaient les Talibans, voire un peu plus. » Aussi les questions se posant pour l'avenir portent-elle notamment « sur la soutenabilité financière du budget de la défense afghan, en particulier le paiement des soldes de 300 000 policiers et militaires - chiffre qui se situe dans la norme compte tenu de la taille du pays ». En tout cas, « nous avons, pour l'essentiel, rempli notre part de la feuille de route internationale », soutient l'amiral Guillaud. « Pour notre part, nous basculons progressivement des missions de contrôle de zone vers des missions d'appui et de soutien des forces afghanes. Ce qui a pour conséquences de réorganiser nos forces - nous n'aurons plus besoin des mêmes spécialistes et de reduire notre vulnerabilité - nous n'irons plus dans les fonds de vallée. » À l'approche de l'élection présidentielle, cela tombe à pic...

G.D.

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com



□ SOLDAT SHALIT

Israël achète les islamistes

La libération du soldat Gilad Shalit nourrit des interrogations quant aux intentions d'Israël. Sans doute l'État hébreu a-t-il voulu affaiblir l'Autorité palestinienne. Mais pas seulement...



« Gilad est toujours vivant » Affiche en Israël

e soldat israélien Gilad Shalit, enlevé et fait prisonnier il y a cinq ans par les islamistes du Hamas en Palestine, était échangé cette semaine contre un millier de prisonniers (relâchés parmi six mille détenus), dont beaucoup de condamnés à perpétuité pour des "crimes de sang", autrement dit des actes terroristes avérés.

Médiation égyptienne

De prime abord, on ne peut que se réjouir de cet accord intervenu entre le gouvernement israélien et le Hamas, grâce aux efforts de la diplomatie et des services spéciaux égyptiens, commencés dès l'époque et sur l'initiative du président Hosni Moubarak, dont personne ne parle évidemment. Mais au-delà des apparences, cet accord révèle un ieu dangereux, susceptible d'affaiblir l'Autorité palestinienne au moment où son président, Mahmoud Abbas, s'était taillé une grande popularité grâce à l'action entamée pour la faire reconnaître comme État, ne fût-ce qu'"observateur", par l'ONU.

"Bibi" Netanyahou fait un cadeau inespéré aux islamistes du Hamas, financés et armés par Téhéran et considéré à juste titre comme une organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne. Sur les milliers de prisonniers libérables ou libérés, aucun n'appartient au Fatah de Mahmoud Abbas, organisation jugée modérée et laïcisante, sinon laïque. Le Hamas réclame l'anéantissement de l'État hébreu et le recours à la violence. Le Fatah et l'Autorité pa-

lestinienne sont pour une solution pacifique de la crise, donc des négociation avec l'État hébreu. En punissant celui-ci et en récompensant celui-là, le gouvernement Netanyahou porte un coup sérieux aux espoirs de paix au Proche-Orient. Certes, l'opinion israélienne, dans son ensemble, se réjouit de la libération d'un enfant du pays, et on la comprend. Néanmoins, nombreux sont ceux qui jugent le "prix" trop élevé et, à l'étranger, quelques observateurs s'inquiètent de cette attitude, disons machiavélique.

Il semblerait même, selon les bruits qui courent, invérifiables mais non invraisemblables, qu'à la dernière minute le nom de Marwan Barghouti, "leader" palestinien souvent comparé à Nelson Mandela, prisonnier de l'État hébreu, ait été retiré de la liste des personnes libérables, et ceux d'un commun accord entre les deux parties. Or, ce n'est un secret pour personne que Barghouti, par son prestige et sa popularité, est le seul homme politique palestinien pouvant unifier Fatah et Hamas et conclure une paix définitive avec Israël. Cette victoire offerte au Hamas est-elle susceptible d'apaiser la crise, ou constitue-telle un encouragement à d'autres enlèvements, à d'autres marchandages?

Téhéran en ligne de mire

Une autre signification à cet arrangement, plus compliquée, n'est pas exclue. À peine révélée une tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie séoudite à Washington par des agents de Téhé-

ran - réel projet d'attenant ou coup monté ? -, l'AIEA de Vienne vient de publier un rapport détaillé sur les activités nucléaires militaires du régime des ayatollahs et l'imminence de la fabrication d'une bombe atomique par les islamistes en Iran. La violence des réactions occidentales - américaines et israéliennes en particulier - a relancé l'hypothèse d'une action militaire contre l'Iran. Une action que les Israéliens pourraient entreprendre avec l'aide et la bénédiction de Washington.

Neutraliser le Hamas

En ayant fait ce cadeau inattendu au Hamas, a-t-on voulu neutraliser sa réaction en cas de frappe militaire contre ses financiers et manipulateurs de Téhéran ? Le jeu paraît compliqué, diabolique diront certains, mais il n'est pas impensable. Le Hezbollah libanais. le Hamas, les extrémistes chiites d'Irak et une faction des Taliban afghans pourraient être utilisés par Téhéran pour venger une attaque contre ses installations. En "achetant" par avance le Hamas, quitte à sacrifier la paix en Palestine, on pourrait avoir envisagé sa neutralité relative. Cela fait beaucoup de conditionnels, mais en "Orient compliqué", comme ailleurs, rien n'est exclu.

Voici tout le pourtour sud de la Méditerranée, et même au-delà, agité par la poussée islamiste et le jeu d'apprenti sorcier qui a commencé en Tunisie et a embrasé de nombreux pays. Il y a de quoi être sérieusement inquiet.

Pascal Nari

TECHNOLOGIE

La conquête spatiale, un impératif stratégique

François Hollande prétend réenchanter la France. À cet effet, peut-être pourrait-il l'encourager à se tourner vers les étoiles!

CE JEUDI 20 octobre devaient être mis en orbite les deux premiers satellites du système Galileo - l'équivalent européen du GPS américain. Cela grâce à un lanceur Soyouz, la première fusée russe décollant depuis la Guyane française. Située à proximité de l'équateur, la base spatiale de Kourou bénéficie d'une situation géographique plus avantageuse que celle de Baïkonour, au bénéfice de la charge utile des lanceurs. Ainsi Moscou optimise-t-il l'exploitation de ses capacités, tandis que Paris et Bruxelles investissent à moindre coût les segments du marché qui n'étaient pas couverts par Ariane V.

Vulnérabilités

Ce marché se développe à la

mesure de la prégnance croissante des technologies spatiales. Laquelle s'avère porteuse de vulnérabilités. Le durcissement des satellites et la redondance des systèmes sont censés v répondre. Il conviendrait néanmoins de préparer les populations à un "blackaout spatial", selon Guilhem Penent, animateur du blog De la Terre à la Lune. D'autant qu'un tel scénario lui semble « parfaitement envisageable », qu'il soit le fait d'une agression délibérée ou d'un catastrophe naturelle (météorites ou tempête solaire). Dans un ouvrage consacré à la Stratégie spatiale (Esprit du Livre, 404 p., 25 euros), le colonel Jean-Luc Lefebvre souligne qu'il est « stratégique [...] de disposer de moyens autonomes pour détecter, identifier et classifier tous les objets spatiaux pouvant représenter une indiscrétion, un risque ou une menace ». La France bénéficie d'ores et déjà d'un système de radar, dont on dit qu'il aurait détecté la destruction d'un satellite par la Chine en 2007. Toutefois, avertit Guilhem Penent, « d'importants efforts restent encore à fournir au niveau européen ». Dans ce cadre, un systeme autonome de surveillance de l'espace (SSA) pourrait être mis en œuvre à l'horizon 2020. C'est en tout cas le vœu formulé par le Centre d'analyse stratégique, dans un rapport présenté le 11 octobre. Le lendemain, le Quai d'Orsay a

salué la mise en orbite du premier satellite franco-indien, preuve que l'Europe n'est pas un horizon indépassable. Cependant, aux yeux de Laurent Wauquiez, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, « l'Union européenne doit avoir un rôle de stratège,



définir les grandes orientations et les besoins » en matière spatiale. Paris jouerait alors un rôle moteur, nous promet-il. De fait, selon le gouvernement, l'industrie spatiale française représente 50 % du chiffre d'affaires européen et 40 % des emplois. Dans le jeu européen, Paris détient surtout une carte maîtresse. « Les éléments les plus critiques des activités spatiales sont certainement les installations de lancement », souligne le colonel Lefebvre. dans un entretien publié sur le blog Egea. « Les grandes nations spatiales en détiennent plusieurs. [...] Le port spatial européen situé à Kourou, en Guyane française, est unique. Il est donc assurément aussi stratégique pour l'autonomie spatiale de l'Europe que ne peut l'être l'île Longue pour sa sécurité. »

Du pétrole en Guyane

Dans ces conditions, la découverte de pétrole au large de la Guyane doit être accueillie avec prudence, prévient le géopoliticien Olivier Kempf. « En effet, certains esprits, arguant d'une pauvreté résiliente, pourraient expliquer aisément que la richesse du pétrole doit revenir aux Guyanais, sans même parler de l'exploitation colonialiste de la métropole. [...] Dès lors, il est urgent pour la France, si elle tient à conserver la Guyane dans la collectivité nationale [...], de prendre un certain nombre de mesures : augmenter rapidement les investissements en Guyane de façon à préparer le territoire à son développement futur ; réfléchir à son dispositif maritime et probablement le renforcer ; appuyer plus que jamais l'éduca tion. L'arrivée du RSA en Guyane le 1er janvier 2011 est certes une bonne chose, mais je ne suis pas sûr que le symbole soit très fort... (8,5% de la population touche le RMI). Avec 21 % de la population au chômage, le département ne doit pas être loin du record de France. Et en PIB par habitant [...] la Guyane est dernière nationale. » Il appartient aux pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour remédier à cette situation.

□

Grégoire Dubost

□ THE ARTIST

Tradition et modernité

Dans un film muet à la réalisation impeccable, servi par une photographie exemplaire, Jean Dujardin incarne la vedette d'un monde révolu, dont le couple se déchire sous les feux de la nouveauté.

vec The Artist, le réalisateur Michel Hazanavicius signe un grand film français, comme on aimerait en voir beaucoup plus dans les salles obscures. Muet et en noir blanc, ce longmétrage est un véritable hommage aux films des années 1920 et pourrait, au premier abord, dérouter les non-initiés. Il n'en est rien, et c'est là toute la force du réalisateur, capable de transposer à l'ère du numérique et de la 3D une technique artistique considérée comme dépassée depuis plus d'un demi-siècle, sans pour autant manquer l'attention du public.

Esthétique époustouflante

L'esthétique cinématographique est époustouflante : l'image est nette et parfaitement léchée, le noir et blanc accentuant les contrastes d'un décor où alternent luminosité et obscurité tragique, tout en épargnant à l'œil la surcharge de détails trop souvent présents dans la création contemporaine. À cela s'ajoute un univers musical accompagnant parfaitement l'histoire, oscillant sans cesse entre la tragédie, l'humour et la joie, dotant le film d'une véritable coloration et d'un langage bien plus expressif encore que la parole. Les amateurs de cinéma seront également heureux de reconnaître de nombreux clins d'œil: Chaplin, Fritz Lang, les westerns et films de cape et d'épée, sans oublier bien sûr Chantons sous la pluie de Stanley Donen et Gene Kelly.

Mais au-delà de la beauté artistique de l'œuvre, c'est l'histoire et la symbolique du film qui méritent toute notre attention. George Valentin (Jean Dujardin), un célèbre artiste du cinéma hollywoodien des années 1920, va aider la jeune figurante Peppy Miller (Bérénice Béjo) à faire ses débuts dans le monde du cinéma. Toutefois, en 1927, c'est le début du cinéma parlant et par conséquent la fin de son empire. Très vite, il est détrôné par de nouvelles vedettes. Sa fortune, sa célébrité et sa vie de couple sont mises à bas. Comment un acteur muet pourrait-il survivre dans un monde désormais voué à la l'ère de la parole ? C'est une véritable allégorie du rapport ambigu entre tradition et modernité qui se met ainsi en place.

Quelques années plus tard, Peppy Miller est devenue la grande icône du cinéma parlant. Elle est jeune, belle et séduisante et incarne en ce sens très bien la modernité d'une nouvelle génération ayant remplacé la précédente. George Valentin, résigné, n'hésitera pas à lui présenter son siège au restaurant : « La place est à vous. » Plongeant de plus en plus dans la



Jean Dujardin et Bérénice Béjo à l'affiche dans *The Artist*

solitude et la misère, ce dernier ne parvient pas à comprendre la modernité, ni à s'y assimiler, ne cessant de regarder avec nostalgie ses vieux films et observant l'incapacité de sa nouvelle production à attirer le public. Peppy Miller, quant à elle, tourne le dos au passé pour s'élancer vers l'avenir, profanant à la radio celui qui était pourtant autrefois son idole. Modernité et tradition : la rupture semble bien accomplie et les deux mondes ne communiquent plus. Pourtant, si George Valentin s'effondre dans son infortune, Peppy Miller, elle aussi, va très vite se montrer désenchantée ; amoureuse, la jeune célébrité prise de remords va désormais tout faire pour extraire George Valentin du gouffre dans lequel il s'enfonce. Humour et épisodes dramatiques alternent alors sans cesse dans le film, lui donnant une tension temoignant tres bien des rapports difficiles entre les deux personnages.

Le désarroi...

Tout fait symbole. Sa maison étant incendiée, George Valentin parviendra néanmoins à sauver une bobine de film : celui dans lequel Peppy Miller et lui avaient joué ensemble, époque ancienne où tradition et modernité allaient encore de pair. La jeune actrice, ayant racheté tous les objets appartenant à George Valentin, montre qu'il est plus que jamais nécessaire de prendre appui sur la tradition et de ne pas la lais-

ser s'échapper. Dépassée par les événements, devant un George Valentin orgueilleux refusant de se mettre au parlant et tentant de se suicider, le cri de la modernité témoigne de son erreur mais aussi de sa prise de conscience : « Je voulais juste vous aider ! »

Une note d'espoir

Ce n'est toutefois pas une œuvre de la décadence qui nous est présentée par Michel Hazanavicius. Si la fissure qui sépare la tradition et la modernité est bien entamée, c'est sur une note d'espoir que se termine le film, réunissant George Valentin et Peppy Miller pour un nouveau rôle plus qu'étonnant. « Toute tradition est critique », disait Charles Maurras, et l'ancienne célébrité met ainsi de côté son orgueil pour accepter d'affronter la nouvelle epoque. Mais loin d'être une ode à la modernité, le film témoigne du rapport nécessairement réciproque entre les deux époques : il n'est pas question pour George Valentin de s'essayer au parlant, et les deux acteurs sauront faire preuve d'ingéniosité pour renouer la chaîne des temps, s'influencer l'un l'autre et montrer que le geste peut parfois être tout aussi expressif et sonore que la parole. Modernité et tradition allant de concert, le désordre cède la place à l'ordre et fait ainsi du film un appel vibrant à renouer le dialogue perdu. ■

Dimitri Julien

ROMAN

La confusion des sentiments

LA MAMOUNIA à Marrakech est

un hôtel de légende. Churchill

était un familier, et de Théodore Ensevelit à Telson Amendera, en passant par Jacques Chirac et Billard Clinton, les noms qui firent ou font l'actualité s'inscrivent à son livre d'or. Après une fermeture de quelques années pour cause de restauration réussie, la Mamounia a rouvert l'an dernier. Pour ajouter à son prestige, elle a décidé de lancer chaque année un prix littéraire réservé aux auteurs marocains de langue française. Ce qui aurait pu n'être qu'une opération promotionnelle s'est avéré d'emblée crédible. Le premier lauréat fut Mahi Binébine pour un excellent roman, Les Étoiles de Sidi Moumen, paru chez Flammarion et dont nous avons rendu compte ici même. C'est un jury présidé par Christine Orban, dans lequel figuraient Marc Dugain, l'auteur de La Chambre des officiers, Denise Bombardier, la célèbre journaliste et romancière canadienne, et Mahi Binébine, déjà cité, qui avait à trancher. Il faut croire que le cru de 2011 était moins gouleyant que le précédent. Là où le débat avait été ardent, la décision cette fois fut acquise rapidement et sans contestation. À première vue, elle surprit car elle fut attribuée... à titre posthume. Le lauréat Mohammed Leftah, Marocain d'origine, est mort au Caire en 2008. Le montant du prix d'environ 20 000 euros sera remis à sa fille qui réside en Guadeloupe. La décision du jury, proclamée

devant le ministre marocain des Affaires culturelles, a pu surprendre, mais elle est courageuse. L'œuvre de Leftah n'a jamais pu être publiée au Maroc. Les autorités marocaines auraient pu s'offusquer. La présence ministérielle a paru une officialisation d'une évolution libérale... À la lecture du Dernier combat du captain Ni'mat, nous



avons découvert le style de Leftah indéniablement un écrivain de grande qualité. Son œuvre peut choquer certains puisqu'elle relate la révélation de l'homosexualité et des amours interdits par un homme vieillissant. Celuici, le captain Ni'mat, ancien pilote de guerre égyptien, est traumatisé par la débâcle infligée par Israël en 1967. Boire le calice jusqu'à la lie le conduit à renier les va-t-en-guerre, les matamores qui ont conduit le pays à ce désastre. Étrangement, sa récusation d'un machisme aux conséquences meurtrières l'amènent à se "féminiser" et à prendre pour amant son serviteur nubien dont le nom est Islam. Ce mode de vie réprouvé par la société lui vaudra la persécution des islamistes. Sa femme divorcera et devant la menace des islamistes, il renverra son amant dans son village. Lui-même sombre dans la solitude et l'alcoolisme. Avec la promesse morbide de trouver « la sérénité infinie de la nuit éternelle »...

En filigrane d'un destin personnel, celui du captain Ni'mat, personnage de roman, s'inscrit l'analyse d'une société, de ses mœurs, de ses interdits. Ce très beau roman, pudique dans son expression, impudique dans le récit, relève à la fois de la psychanalyse et de la sociologie. Mais avant tout, il atteint l'universel par ce que Stéphane Zweig appelait « la confusion des sentiments ».

Charles-Henri Brignac

✓ Mohammed Leftah, *Le Dernier Combat du captain Ni'mat*, éd. de la Différence, 159 p., 15 €.

CINÉMA

Des musulmans héroïques

LES HOMMES LIBRES, film francomarocain d'Ismael Ferroukhi, actuellement projeté dans les salles porte un sous-titre qui ne rend pas compte de sa substance : « une histoire arabe sous l'occupation ». Il s'agit d'une aventure héroïque du temps où le commandement des troupes nazies organise la persécution des Juifs en zone parisienne. Avec l'aide de musulmans francophones d'Algérie et du Maroc, en utilisant le site de la Grande Mosquée de Paris (qui donne par des souterrains sur un bras de la Seine), le recteur de son Institut musulman, Si Kaddour Ben Ghabrit, va procéder au sauvetage d'enfants et d'adultes israélites.

De cette œuvre, il convient de regretter certains passages caricaturaux et naïfs, l'erreur du militant "nationaliste" Messali Hadj qui prévoit une Algérie indépendante, ne pratiquant ni racisme ni fanatisme religieux; on verra tout au contraire le FLN exterminer les messalistes après d'horribles tortures.

Il faut en revanche signaler l'interprétation de Si Kaddour par le grand Lonsdale qui évoque la finesse, l'habileté et la dignité du personnage historique. On se doit aussi de témoigner de la douceur et du charme du dialecte arabe d'Algérie. Les retrouveront avec bonheur ceux qui eurent l'honneur de servir là-bas, dans notre armée, avec nos compatriotes musulmans dans leur courage, leur sens de la fête et leur prodigieuse fraternité.

Perceval

••••••••••

□ LIVRES

Au pays du Soleil levant

Existe-t-il un "miracle japonais" qui permettrait à l'archipel de surmonter les pires désastres ? C'est dans l'histoire nippone qu'il faut chercher la réponse. Et dans les ouvrages présentés ci-dessous.

armi les rares ouvrages en français, l'Histoire du Japon de Danielle Elisseeff est un des plus accessibles. Par sa brièveté, sa concision, sa façon d'aller à l'essentiel, c'est un précis résumant à grands traits les moments clefs d'un passé très ancien, car l'archipel fut tôt peuplé, et récent, puisque le Japon n'entre dans le temps historique de l'écrit, de la cité et de la politique qu'au VIe siècle de notre ère, quand les grandes civilisations se sont épanouies depuis des millénaires.

À contre-courant

Ce retard sera comblé dans des délais étonnamment courts, donnant naissance à une première époque glorieuse, caractérisée par son élégance, ses œuvres littéraires et artistiques, l'épanouissement d'un bouddhisme original, car il coexiste avec l'ancienne religion du shinto. L'enjeu, longtemps considérable pour une historiographie nippone nationaliste, était de mettre ces succès au crédit du génie intrinsèque du peuple japonais. Il s'agissait, sinon de nier, du moins de minimiser toute influence chinoise, coréenne, plus tard occidentale, dans les réussites nationales. Position difficile à tenir, et très mal perçue ailleurs. Danielle Elisseeff choisit une lecture contraire à cette conception, tendant à démontrer que le Japon a toujours eu besoin du reste du monde et a choisi l'ouverture... Les épisodes s'inscrivant en faux, tel le Shôgunat, seraient des épiphénomènes en rupture avec une volonté constante de multiculturalisme... Comme tous les systèmes dans l'air du temps, celuilà pèche par excès. Reste que ce livre représente une initiation correcte à un univers si différent

L'approche de Pierre-François Souyri, spécialiste incontesté, dans sa Nouvelle Histoire du Japon, est radicalement différente, et très intéressante. En quoi nouvelle? En cela qu'elle refuse d'imposer un regard européen et pose la problematique d'un point de vue japonais, tout en tenant compte, dans ses analyses, des facteurs susceptibles de fausser l'interprétation du passé par excès de patriotisme. Nouyri raconte l'histoire japonaise vue par les Japonais, en se mettant à leur place avec une capacité d'empathie remarquable, ce qui peut l'amener à faire comprendre des positions jugées insoutenables et condamnées par l'opinion publique internationale, notamment lors de la période d'expansionnisme et de pouvoir militaire des années trente. Cela ne lui fait rien perdre de sa lucidité et de son esprit critique. Ajoutez de remarquables développements



consacrés à la spiritualité, la société, l'économie, les femmes, l'art, la littérature, qui donnent une vision totale du sujet. Il s'agit, en l'état, de l'essai le plus intelligent et le plus complet paru dans notre langue.

Un art universel

La réédition récente de l'étude de Christine Shimizu, L'Art japonais, en est un parfait complément car l'auteur estime, à raison, qu'un courant artistique s'épanouit dans un contexte historique et social particulier d'où il tire ses spécificités. Chaque époque suscite son architecture, sa sculpture, sa peinture, ses jardins, ses arts d'intérieur, cycliquement marqués, au Japon, par des périodes de remise en cause et d'angoisse collective, quelquefois très violentes, qui ne trouvent d'apaisement que dans l'expression artistique. C'est dans ces moments-là que l'art nippon prend une dimension universelle bouleversante. Un mécénat tantôt religieux - une part essentielle de l'étude tourne autour des divers courants bouddhistes et de leurs écoles -, tantôt de la cour impériale ou du Shogun sous-tend cette création. La stratification de la société japonaise, au XVIIe siècle, favorise l'apparition de courants bourgeois ou populaires d'un genre moins noble. Un seul reproche à faire à ce remarquable précis abondamment illustré en noir et blanc : être imprimé en caractères minuscules qui en rendent la lecture fatigante.

Le Japon, des samouraïs à Fukushima, recueil d'articles parus dans la revue L'Histoire ces trente dernières années, est l'archétype de l'ouvrage opportuniste réalisé en hâte pour répondre à la curiosité suscitée par les drames du printemps dernier. Cela observé, il serait injuste d'en rejeter en bloc le contenu, fût-il décousu. Même si l'on ne comprend pas pourquoi traiter de la période Meiji après la Seconde Guerre mondiale ou mettre sur un pied d'égalité la pratique du Bushido, le code de l'honneur chevaleresque, et les Yakuza, la mafia japonaise, il y a là, au milieu de beaucoup de politiquement correct, quelques textes intéressants, entre autres sur les kamikazes, Hiroshima et Nagasaki, le manga, produit du drame atomique, qui rachètent l'ensemble.

Le sort des irradiés

Au printemps 1946, un correspondant de guerre américain. John Hersey, va au Japon préparer un article sur la Bombe, dont l'emploi ne pose alors aucun problème moral aux États-Unis. À Hiroshima, il rencontre six Hibakusha, terme pudique désignant les survivants : une veuve de guerre mère de trois jeunes enfants, deux médecins, une secrétaire, un pasteur méthodiste, japonais, et un jésuite allemand. Ces gens se croient des miraculés : en vie. sans séquelles apparentes. Ils ont traversé l'apocalypse avec un courage, parfois une abnégation, héroïques, une dignité effarante, mais ce qu'ils racontent relève de l'indicible et résume une expérience inédite dans l'histoire de l'humanité, à laquelle ils tentent de trouver, pour ne pas devenir fous, une explication cohérente, normalisant l'insoutenable. Pour Hersey, et ses millions de lecteurs, le choc est atroce, mais salutaire : à la haine politique éprouvée envers l'ennemi, succède l'effroi devant ce que le camp de la démocratie a infligé à des civils innocents. Leur bonne conscience n'en guérira pas et Hersey demeurera pour les républicains l'homme à abattre jusqu'à sa mort en 1985, date à laquelle le livre ressort, complété d'un ultime chapitre « Que sont-ils devenus ? », où la vie de ces irradiés que l'on ne savait ni diagnostiquer ni soigner apparaît dans sa détresse physique et psychologique. Ce livre a-t-11 empeche un nouvel emplo1 de l'arme nucléaire ? On l'a cru parfois. Ce qui est sûr, c'est que c'est du grand, du très grand jour-

Roman historique

Le roman historique, quand il est bon, reste une façon agréable d'aborder une époque ou un pays. J'avais signalé la première traduction de la série de Laura Joh Rowland consacrée aux enquêtes de l'honorable investigateur du Shogun à Kyoto à la fin du XVII^e siècle. Dans ce second volume, *La Femme du Samourai*, revoici Sano Ichiro, éminent poli-

cier, et Reiko, son épouse, toujours peu disposée à se plier aux interdits régissant la vie d'une aristocrate japonaise et décidée à seconder son mari dans ses enquêtes. Surtout s'il doit se rendre à Edo, résidence de l'empereur, élucider la mort étrange d'un dignitaire de la Cour. Confronté à l'univers fermé, codifié, impuissant et rageur du Mikado, menacé par la terrifiante puissance spirituelle d'un adepte des arts martiaux, et à la jalousie d'un rival, le couple va passer très près du désastre. C'est excellent.

Nombre de Japonais n'ont d'approche de leur passé que celle véhiculée par les mangas, et d'abord les gekiga, bandes dessinées racontant, de manière idéalisée, la grande époque des samouraïs. Maître du genre, Hiroshi Hirata est l'auteur de la série Plus forte que le sabre, mettant en scène Hisa, femme résolue, douée d'une force physique et morale hors du commun, décidée à empêcher sa brute de mari de transformer la guerre en forme autorisée du brigandage. Des combats aux viols, des accouchements aux exécutions, tout est d'un réalisme brutal qui peut choquer un lecteur occidental. Mais ce type de livre en dit long sur les Japonais, ceux d'aujourd'hui plus encore que ceux d'hier.

Dessins sanglants

Même remarque s'agissant de l'album de Jean-David Morvan, illustré par Saito Naoki, Contes cruels du Japon, fidèle adaptation d'une dizaine de textes du folkloriste Lafcadio Hearn. Ces histoires de revenants et d'épouvante, plus noires que leurs équivalents européens, prennent une dimension d'horreur supplémentaire à travers les dessins sanglants, mais aussi, parfois, une beauté et une poésie infiniment tragiques et touchantes. Tel quel, l'album est une incitation à lire Fantômes du Japon, d'où ces nouvelles sont tirées. Il y a là de troublantes coïncidences entre le légendaire nippon et celui d'Europe de l'Ouest, des royaumes sous-marins jumeaux des mythes bretons, des reines des neiges cousines de celle d'Andersen et de la Mélusine poitevine, tout un univers où l'amour et la haine brillent, flambent, crépitent, au-delà de ce monde, comme un extraordinaire révélateur de l'âme nippone, et de ce tout ce qui, paradoxalement, la rend universelle. ■

Anne Bernet

✓ Danielle Elisseeff, Histoire du Ja*pon*, Le Rocher, 230 p., 18,50 €; Pierre-François Souyri, Nouvelle histoire du Japon, Perrin, 630 p., 26 €; Christine Shimizu, L'Art japonais, Flammarion, collection Tout l'art, 450 p., 25 €; L'Histoire, Le Japon, Pluriel-Fayard, 295 p., 8,50 €; John Hersey, *Hiroshima*, Tallandier Texto, 205 p., 8 €; Laura Joh Rowland, La Femme du samouraï, Le Rocher, 390 p., 19 € ; Hiroshi Hirata, *Plus* forte que le sabre, Delcourt, 220 p., 8,25 € ; Jean-David Morvan et Saito Naoki, Contes cruels du Japon, Delcourt, 65 p., 14,95 €; Lafcadio Hearn, Fantômes du Japon, Le Rocher, 400 p., 8 €.

□ RELIGION

Louis XIV face au jansénisme

Aimé Richardt retrace l'histoire du jansénisme. Ce faisant, il met en scène les protagonistes d'une querelle qui ébranla les théologiens, tout en révélant de profonds conflits de pouvoir.

oute erreur religieuse débouche un jour ou l'autre sur une erreur politique, parce qu'il s'agit d'une erreur sur la place de l'homme dans l'ordre de la Création. L'on sait combien Louis XIV a voulu protéger son royaume des égarements jansénistes. Pour comprendre quelque chose à la question passablement embrouillée de l'influence de Jansénius au cours du XVIIe siècle, il importe de lire la seconde édition de l'ouvrage que lui a consacré l'historien Aimé Richardt. Celuici, lauréat de l'Académie francaise, n'est pas un inconnu pour nos lecteurs puisqu'il a publié de nombreux ouvrages sur le XVIIe siècle dont il traite avec compétence et élégance et auxquels nous avons donné écho avec plaisir dans nos colonnes.

La liberté et la grâce

Une querelle s'était élevée au sujet de la liberté et de la grâce après la publication en 1641 du livre majeur de Cornélius Jansénius (1586-1638), évêque d'Ypres. Il prétendait y exposer la pensée de saint Augustin, assez pessimiste sur l'homme et sa capacité du bien sans le secours de la grâce, à l'opposé de la thèse soutenue par les jésuites, lesquels allaient devenir dès lors les adversaires acharnés du jansénisme. Très vite l'affaire remonta à Rome où le pape Innocent X condamna par la bulle Cum occasione (1653) cinq propositions que l'on disait tirées du livre. Ces propositions, dont la dernière laissait croire que Jésus était mort pour les seuls prédestinés, étaient déclarées hérétiques, ou du moins

Louis XIV, qui venait de prendre personnellement le pouvoir à la mort de Mazarin, afficha dans l'affaire une détermination remarquable. Le 18 décembre 1660, il réunit les présidents de l'assemblée du clergé et leur déclara que « pour son salut, pour sa gloire et pour le repos de ses sujets », il voulait terminer l'affaire, puis il leur enjoignit de « s'appliquer à chercher les moyens les plus propres et les plus prompts pour extirper cette secte » et leur promit « de les appuyer de son autorité ». Le 13 avril 1661, un arrêt de conseil d'État imposait aux ecclésiastiques, aux religieux et aux maîtres d'école la signature d'un formulaire anti-janséniste. Le couvent de Port-Royal résista et reçut la visite du lieutenant civil de Paris...

Puis le roi ordonna aux deux grands vicaires de Paris de faire signer le formulaire. L'un de ceux-ci publia à cet effet le 8 juin 1661 un mandement distinguant le *fait* que ces propositions existassent et fussent condamnables et le *droit* au nom duquel rien ne prouvait qu'elles fussent dans le livre



Vue du monastère de Port-Royal-des-Champs par Magdeleine Hortemels

de Jansenius, ce qui engendra un belle cacophonie. Les sœurs signèrent alors au compte-goutte. Échec pour les vicaires généraux qui apparurent comme des semeurs de zizanie. Ils durent publier le 31 octobre 1661 un second mandement. Le nouvel archevêque de Paris, M^{§F} de Péréfixe, obtint assez rudement un "nettoyage" de Port-Royal avec changement de mère supérieure.

Le rôle d'un roi

Finalement l'on parvint dès 1668 à une situation que l'on appela paix de l'Église. D'ailleurs toute relative, car dès 1679 recommencèrent les escarmouches, provoquant de la part du nouveau pape, Clément XI, la publication d'une nouvelle bulle renouvelant les précédentes, chose qui réveilla le vieux fond gallican du clergé français. Tandis que le couvent de Port-Royal-des-Champs hésitait à se soumettre à cette bulle, le lieutenant de police de Paris, M. d'Argenson, ordonna la dispersion des religieuses et la démolition des bâtiments.

Aimé Richardt a le talent d'exposer clairement des choses complexes; son livre campe aussi le portrait de personnalités exceptionnelles, à commencer par Jansénius lui-même et l'abbé de Saint-Cyran, et toute la famille des Arnauld, dont mère Angélique qui mourut de devoir signer le formulaire. On voit aussi Blaise Pascal mettre son talent au service de cette cause douteuse dans ses dix-huit Provinciales avant de mourir en 1662 en pleine bataille du formulaire. L'histoire du jansénisme est celle d'un affrontement entre des caractères entiers, jamais prêts à plier. Mais tout se passait dans le siècle de Racine, de Mme de Sévigné, de Bossuet, déjà un peu de Fénelon. Aimé Richardt les entrevoit, ainsi que les grands événements du temps, notamment les malheurs de la fin du règne de Louis XIV (1715). Cela donne un livre riche par son érudition et la finesse de ses évocations.

Louis XIV agit en tant que fils de Clovis et de saint Louis, il s'opposait à ce noyau de subversion, dont M^{gr} Guillaume, évêque de Saint Dié, dit dans la préface du livre qu'« exaltant l'univers de la conscience, il a favorisé le processus d'individualisation dans une société établie sur des liens de dépendance des hommes et des biens, il a accéléré l'évolution bourgeoise et contribué au déclin de l'Ancien Régime ». Ce n'est pas un hasard si les chefs de la Révolution dite française les plus hostiles à l'Église catholique allaient être marqués par le gallicanisme janséniste. ■

Michel Fromentoux

✓ Aimé Richardt, *Le Jansénisme - De Jansénius à la mort de Louis XIV*, F.-X. de Guibert, 277 p., 25 €

BIOGRAPHIE

Frédéric Ozanam ou la charité ardente

Jacques de Guillebon brosse le portrait d'une figure du catholicisme social, béatifiée par Jean-Paul II.

LORSQUE MARX se promène dans la banlieue de Londres, il croit parcourir l'« enfer » (que ne verra-t-il celui que ses "disciples" instaurèrent...) : en ce XIX^e siècle dont la stupidité se décline décidément à l'infini, la révolution dite industrielle organise libéralement le chaos, consacre l'avarice, anéantit les anciennes vertus de l'honneur, de la force et du sang, élève des autels à Mammon. Au même moment, en France, un jeune et brillant sujet catholique issu de la bourgeoisie lyonnaise se révolte face à l'injustice faite au pauvre, au poverello. Avec Frédéric Ozanam, la cause des pauvres, Jacques de Guillebon n'en restitue pas seulement l'itinéraire : il marche dans ses pas, il le suit et nous engage à le suivre.

Une synthèse

Admirateur et fin connaisseur de Dante, ami de Lamennais et de Lacordaire, avocat, titulaire de la chaire de littérature comparée de la Sorbonne mais, surtout, âme des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul, Frédéric Ozanam (1813-1853) restaure le catholicisme social français dont Albert de Mun et René de La Tour du Pin seront quelques années plus tard les hérauts : « Bercé, enfant et adolescent, dans le bain intransigeant du catholicisme contre-révolutionnaire, et venu par la raison qui lui faisait envier le vrai progrès à la démocratie chrétienne et à la fréquentation de ces catholiques qu'on disait alors "libéraux" [...] il accomplit la synthèse, en lui-même et pour les autres, de ces deux écoles de pensée. » Avec raison, Jacques de Guillebon voit là son « originalité profonde ». Persuadé qu'une entreprise doit fonctionner sur le modèle familial mais, également, que les ouvriers devraient être intéressés aux bénéfices réalisés, Oza-



nam se caractérise par une grande disponibilité d'esprit et se montre soucieux de parvenir à des compromis, en particulier avec les différents milieux catholiques.

Illusion démocratique

Il faudra, certes, pardonner

l'illusion démocratique dont « Déric », comme le surnommait affectueusement sa mère, a été victime : Ozanam crut non seulement en la souveraineté populaire mais en un exhaussement du peuple par le nouveau régime sans comprendre combien ce dernier veillerait avant tout à le tenir à l'écart en lui conférant des libertés formelles à foison - elles ne coûtent que de la salive à ses représentants - et en lui ôtant la plupart de ses libertés réelles. Rien n'est plus "démocratique" que de faire voter le peuple sur des sujets insignifiants et de ne pas le consulter sur les graves questions qui le touchent au premier chef. « C'est que d'être peuple, il n'y a que ça encore qui permette de n'être pas démocrate », disait admirablement Péguy. Le 22 août 1997, à Notre-Dame de Paris, Jean-Paul II a béatifié cette grande âme dont la charité était si ardente. C'est elle que Jacques de Guillebon nous fait toucher du doigt, quitte à nous brûler, dans ce bréviaire de combat débordant de passion et de ferveur. \Box

Louis Montarnal

✓ Jacques de Guillebon, *Frédéric Ozanam*, *la causes des pauvres*, L'Œuvre, 144 p., 20 €.

L'ACTION FRANÇAISE 2000 Premier abonnement (un an) D'ABONNEMENT Abonnement ordinaire ✓ Prénom ☐ Un an125 € Abonnement de soutien Étudiants, chômeurs, ✓ Code postal Outre-mer (un an) □ DOM135 € □ TOM165 € Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à : Étranger (un an) L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS CCP Paris 1 248 85 A

□ VLADIMIR VOLKOFF

Homme de foi et de fidélité

De nature plus philosophique que proprement littéraire et romanesque, les textes réunis par Lydwine Helly illustrent la pensée de Volkoff, dont l'orthodoxie a croisé tous les thèmes qui l'habitaient.

ladimir Volkoff est, on le sait, le Graham Greene de l'orthodoxie.C'est un Russe blanc, fils de Russe blanc né en France et qui, dans les années soixante, devint un écrivain de langue française. Il aurait pu nous la jouer à l'officier tsariste, monocle, ganté, la cigarette collée à la lèvre et la badine sous le bras, amateur de duels et qui finit, sur un fond de musique tzigane, par se brûler la cervelle devant une table de jeu ou par se jeter dans la mer du haut d'une falaise à Monte-Carle, tel qu'ont pu l'immortaliser les romans de Pierre Benoit, de Maurice Dekobra et les films de Von Stroheim.

Présence du soldat

Mais après la Deuxième Guerre mondiale, les temps n'étaient plus à la décadence esthétisante. Vladimir Volkoff ne dépeint pas non plus des archiducs autrichiens se donnant la mort dans des pavillons de chasse sur le corps d'une maîtresse consentante. Volkoff est tourné vers la vie et non vers la mort. Et pourtant, officier, Volkoff le fut. Il servit dans l'armée française durant la guerre d'Algérie. Derrière l'homme, l'écrivain, l'agent de renseignement, il y a toujours le soldat. Le soldat et le chrétien sont indissolublement liés chez lui. L'homme qui commande et qui obéit, celui qui reçoit et qui donne, mais qui ne partage pas. L'homme de parole et de fidélité. L'homme d'avant l'écrit et le contrat. Le vassal du suzerain. Après la guerre vint la paix, et Volkoff, comme Tolstoi, troqua l'épée (façon de parler) pour la plume, et raconta ses combats, notamment dans sa grande épopée en quatre volumes, Les Humeurs de la mer. Mais auparavant, un livre l'avait fait connaître du



grand public: Le Retournement, histoire d'espionnage qui relate la conversion d'un agent communiste au christianisme, et cette conversion s'effectue par l'entremise d'une femme, une espionne au service de Dieu. Vous voyez qu'on n'est pas très loin de Pierre Benoit et de Mata-Hari. Une Mata-Hari chrétienne, voilà qui n'est pas banal, même si ce genre de personnages abondent dans l'Ancien Testament...

Chrétien nietzschéen

Or, si Popov choisit de devenir chrétien, ce n'est pas tant qu'il renie ses idéaux communistes comme un homme qui reconnaîtrait son erreur devant l'Histoire, c'est tout simplement parce qu'il reconnaît que le dieu des chrétiens est plus fort que la foi communiste. Popov est, si l'on ose

dire, un chrétien nietzschéen. C'est un aristocrate, j'entends, un chef, un barbare, tel que Claudel a pu l'imaginer dans son *Tête d'or*. Il sait qu'un peuple doit être conduit par un chef comme un troupeau par un berger. Le Popov du *Retournement* est en quelque sorte la version moderne de saint Vladimir, insatisfait par le paganisme de ses ancêtres et qui décide de se convertir avec tout son peuple au christianisme.

Mais alors, pourquoi ce titre de *Douce Orthodoxie*, et que vient faire la douceur dans cette histoire de conversion et de conquête? C'est pourtant là le titre sous lequel Lydwine Helly a réuni un certain nombre de textes tirés d'œuvres de Volkoff qui illustrent sa pensée, de nature donc plus religieuses et philosophique que proprement littéraire et romanesque. Qu' a donc de si doux

l'orthodoxie ? Et en quoi seraitelle plus douce que le catholicisme ou le protestantisme par exemple ? N'est-ce là qu'un adjectif destiné à faire illusion ? Nous ne le pensons pas et nous tenons à rappeler ici que cet épithète vient de Vladimir Dimitrijevic, fondateur des éditions L'Âge d'Homme et éditeur de l'œuvre de Volkoff.

Amour orthodoxe

Aurait-on l'idée d'associer le qualificatif doux au catholicisme? Nous ne le croyons pas. En quoi l'orthodoxie est -elle plus douce que le catholicisme ? Tout simplement en ceci que les orthodoxes aiment leur religion et leur Église (et ajoutons leur patrie terrestre) d'une manière toute charnelle. Ils les aiment comme une mère aime ses enfants ou comme un mari aime sa femme. Et c'est cet amour là qui nous manque à nous autres latins. En tout cas depuis le Moyen-Âge.Notre amour et notre foi restent froids, raisonnables, logiques, cartésiens. J'allais presque dire voltairiens. Surtout en France. Nos églises sont vides, même de femmes, et la piété populaire a disparu.

Les Russes sont restés chrétiens malgré le communisme qui n'est à tout prendre qu'une hérésie chrétienne de plus. Le communisme n'a pas entamé leur religion ni leur foi. Et s'ils sont restés chrétiens, c'est qu'ils étaient restés d'abord païens sous leur christianisme même. De même, dans leur histoire, ils n'ont pas eu de bourgeoisie, de classe intermédiaire entre l'aristocrate et le peuple. Ils ont ainsi pu conserver la relation maître-serviteur sur laquelle est fondée toute leur littérature et qui est d'essence évangélique. On a dit à tort que la révolution russe était la fille de la Révolution française. Non. La Révolution française n'a pas été faite par le peuple pour le peuple, mais par la bourgeoisie pour la bourgeoisie. ■

Gérard Joulié

✓ Vladimir Volkoff, *Douce Orthodoxie*, préface de Lydwine Helly, L'Âge d'homme, 215 p, 12 euros.

COLLOQUE

Maurras et la littérature

Un colloque ayant pour thème "Maurrassisme et littérature" se tient les 20, 21 et 22 octobre à l'université Paris III. En voici le programme.

□ Jeudi 20, matin: Introduction; Mistral-Maurras, les enjeux d'une filiation; Paul Bourget, Jules Lemaître et l'Action française; Paul Claudel, Maurras et l'Action française; La NRF, tentations et refus du maurrassisme.

□ Jeudi 20, après-midi : Les Lettres dans *La Revue universelle* ; l'Académie française et l'Action française ; Léon Daudet critique ; Georges Bernanos et l'Action française.

□ Vendredi 21, matin : Maurice Blanchot et l'Action françaisel ; Relire le Corneille de Brasillach et le Racine de Maulnier ; Maurrassisme et théâtre ; Contre le maurrassisme, deux revues de gauche, Europe et Commune ; La Jeune Droite, le maurrassisme et la littérature.

□ Vendredi 21, après-midi : Maurrassisme et littérature en Belgique ; Maurrassisme et littérature en Suisse ; Contre Maurras, le "néoclassicisme scientifique" de Fernando Pessoa ; Maurrassisme et littérature en Catalogne ; Maurrassisme et littérature en Roumanie

□ Samedi 22, matin: Maurrassisme et histoires de la littérature (Lasserre, Clouard, Haedens...); Les Hussards et l'Action française; Jacques Laurent et le maurrassisme; Roland Laudenbach et La Table ronde, Jacques Perret et Aspects de la France; Conclusion.

CHRONIQUE

Les papes et la démocratie

Cela n'est peut-être pas dans l'air du temps de le remarquer, mais il y a toujours eu une méfiance instinctive de l'institution pontificale pour la démocratie.

JE SAIS! Vous allez m'opposer Léon XIII, ce pape qui était un intellectuel de première bourre et qui avait recommandé le ralliement des Français à la République. Je suis sûr qu'il a regretté cette consigne. Politiquement elle a signifié la dissolution des forces conservatrices en France. Spirituellement, elle a renforcé le vieux courant romantique et démocrate-chrétien initié dès 1830 par Félicité de Lamennais. En 1901, deux ans avant de mourir, dans l'encyclique *Graves de communi*, Léon XIII oppose la démocratie chrétienne et la dé-

mocratie sociale. Il insiste pour que l'on ne considère la démocratie chrétienne que sous l'angle d'une « action bienfaisante parmi le peuple ». Quant à la démocratie sociale, il fait à son sujet une sorte de prophétie : « La démocratie sociale est poussée par ses adeptes à un tel point de perversité qu'elle ne voit rien de supérieur aux choses de la terre, qu'elle cherche les biens corporels et extérieurs, et qu'elle place le bonheur de l'homme dans la poursuite et la jouissance de ces biens. C'est pour cela qu'ils voudraient que dans l'État le pouvoir appartînt au peuple. »

Ce tableau de la démocratie ne vous rappelle rien ? Il suffit de regarder autour de nous ! Oh ! C'est vrai qu'il y a bien longtemps, aux livres VIII et IX de sa *République*, Platon avait fait à peu près la même description. Et Tocqueville, revenant d'Amérique dans les années 1830, n'est pas très loin non plus de ce tableau. Charles Maurras quant à lui répétait, nous le savons : « la démocratie c'est le mal, la démocratie c'est la mort »... Au fond, c'est cela

qu'il avait en vue. L'homme collectif est toujours tiré vers le bas. Platon le voyait déjà, cet homme collectif, sous les traits d'un « gros animal ». À l'inverse, la résistance spirituelle est toujours individuelle. En monarchie le roi est censé présenter le type même de cette résistance toute personnelle à la pesanteur - humaine, trop humaine - de notre destinée.

Principe de responsabilité

Devant le Bundestag, le 23 septembre dernier, Benoît XVI a donné une leçon de philosophie politique encore plus haute que celle de Léon XIII. Ce n'est pas le matérialisme démocratique qu'il a stigmatisé, mais il a insisté sur l'impossibilité de fonder un droit véritable sur autre chose que la transcendance d'un Dieu créateur. Et de rappeler "benoîtement" aux Allemands que « le principe majoritaire ne suffit pas », sous-entendant que Hitler, naguère, était sorti des urnes comme le diable de sa boîte.

Pourquoi évoquer ainsi, contre Hitler, le Dieu créateur ? Parce qu'il est, pour tous les hommes, l'Intelligence qui garantit la validité de la loi naturelle. Mais aussi, et plus subtilement, parce que l'homme, considéré comme à l'image de Dieu, est lui aussi un créateur. Ainsi que le souligne Benoît XVI dans le même discours, l'apport irremplaçable de la révolution chrétienne, c'est le principe de responsabilité. Parce que chaque homme est responsable de sa vie devant Dieu, il doit être un créateur d'œuvres, il se doit d'incarner des valeurs. Le fondement de la vraie démocratie est là.

C'est cette démocratie véritable que protège le roi, qui selon une formule parlante de Thomas d'Aquin, est cette personne dont on peut dire qu'elle « *tient le rôle* » du peuple. Le roi chrétien incarne son peuple. Il en est le symbole. Son premier souci est logiquement de garantir la participation de ce peuple à son propre destin.

Guillaume de Tanoüarn

□ HOMMAGE

Le fascinant Jean Bourdier

Avant de diriger l'hebdomadaire *Minute*, Jean Bourdier s'illustra parmi les étudiants bagarreurs du Quartier latin, où il chahutait les vendeurs de *L'Humanité* aux côtés des camelots du roi...



JEAN BOURDIER est mort il y a un an (le 3 octobre 2010). « Journaliste obstiné, écrivain occasionnel, Berrichon chauvin et maurassien stoïque », il vécut un roman épique : étudiant bagarreur au Quartier latin, passé par l'AF, dirigeant des Jeunes indépendants de Paris, soldat en Tunisie, engagé dans l'OAS, journaliste, directeur de Minute, éditeur... Un roman que le critique littéraire qu'il fut jugeait ainsi : « Quoiqu'il advienne de moi maintenant, j'ai eu la chance malgré les drames traversés en même temps que mon pays, d'avoir eu

une existence merveilleuse. Non par mes propres mérites, mais par ceux des hommes et des femmes que le sort m'a fait rencontrer. » Jean-Baptiste Chaumeil a rassemblé dans un recueil les témoignages retracant les tribulations d'un gentleman à qui fut épargné la « sottise absolue » de désespérer.... de ses amis. Nous reproduisons ci-dessous le témoignage de Pierre Chaumeil, ancien secrétaire de rédaction d'Aspects de la France, autre gentleman devenu "farmer" depuis qu'il s'est retiré sur son pré carré du Cantal. ■ N.M.

l'époque (vers 1946-1947), j'écrivais un billet violemment anti-communiste hebdomadaire pour le Journal du Cantal, organe départemental du Parti des Indépendants et Paysans dont l'un des pontifes n'était autre que Camille Laurens, député du Cantal, qui fut ministre de l'Agriculture durant quelques années. Plus tard, étudiant à Paris, je rencontrai Camille Laurens qui me déclara tout de go qu'il m'avait inscrit aux Jeunes Indépendants et Paysans qu'il venait de créer. Quoi qu'il en soit, quelques mois plus tard, je me rendis à une assemblée générale de ces jeunes. Nous étions une vingtaine (pour toute la France!) et il y avait là Jean Bourdier. Moins grand que moi, plus frêle aussi. Nous bavardâmes avec des remarques sans pitié pour le blabla des pontes du parti venus voir ces jeunes.

Jean prônait l'action. Moi aussi, qui n'en manquais pas trop, adhérent de l'Action française, vendeur volontaire d' Aspects de la France à la criée, héritier des fameux Camelots du roi! Plus encore, j'avais été sélectionné par Gérard Gilles pour entrer au redoutable Groupe Lescure qui rassemblait les cogneurs déterminés de l'AF et qui prêtaient serment. En 1952-1953, ce fut l'idée de la

Communauté européenne de défense qui apparut. Cette CED était appelée à créer une unité de combat militaire franco-allemande. D'emblée, l'AF y fut opposée à juste titre. Par ailleurs, tous les jours, de 11 h 30 jusqu'à midi et demi, des étudiants, appuyés de quelques gros bras du parti, vendaient L'Humanité à la porte de la Sorbonne, et le Groupe Lescure décida de le leur interdire. C'està-dire que la moitié du Groupe se tenait prête, dès 11 heures, à attaquer les vendeurs cocos et leurs protecteurs.

Bavette de bœuf

Jean Bourdier, ayant quitté les Indépendants et Paysans, avait constitué un groupe de valeur dénommé Jeunes Indépendants de Paris (JIP). Il eut vent de l'affaire de la Sorbonne car il venait à toutes les réunions publiques de l'AF, comme la plupart d'entre nous se rendaient aux conférences de Pierre Taittinger, mentor des JIP. Toujours est-il que ce matin de mars, à 11 heures, les "casseurs" du Groupe Lescure se trouvaient rejoints par une bonne poignée de JIP avec... Jean Bourdier. Nous avions choisi de nous rassembler rue Soufflot, car cela nous avantageait, nous n'avions qu'à déva-

taquer dans la descente les vendeurs de L'Huma et leurs protecteurs. Ce qui fut fait à midi pile. Il va sans dire que nous reçûmes quelques coups et le courageux Jean portait à l'œil droit un énorme coquard. Nous remontâmes vers la rue Soufflot en passant devant nos adversaires assommés et les débris des Huma déchirées. Rue Soufflot, Jean Bourdier nous fit entrer dans un bistrot propre et coquet tenu par deux jeunes Anglaises. Jean commanda aussitôt une tranche de bavette de bœuf cru qu'il s'appliqua derechef sur l'œil droit et à l'entour. Puis il bavarda avec nous comme si de rien n'était. C'est dans ces conversations qu'il était proprement fascinant. Il avait une connaissance extraordinaire et précise de l'histoire de France et de l'Europe, à quoi il faut ajouter une science exacte de la vie parlementaire française depuis un siècle. Cette extraordinaire mémoire, ie n'en ai connue qu'une autre, celle de Louis-François Auphann, cousin de l'amiral et chef des informations de L'Action Française. Une demi-heure de conversation animée et la fascination reprenait: Jean rendait sa bavette aux deux Anglaises et il avait l'œil débarrassé de toute marque, ses paupières étaient redevenues roses comme devant!

ler la rue de la Sorbonne et à at-

Amateur de blanc sec

Il se savait un peu léger en poids et en gabarit, mais son audace le contraignait à se battre, ce qui est le fait du véritable courage. Bien sûr, tout cela n'allait pas sans boire: pour lui du blanc sec, pour moi et la plupart, du rouge et de la bière...Troisième fascination: plus Jean Bourdier buvait, plus il se détachait, se raidissant en se flegmatisant, si l'on peut dire, à la manière des Britanniques. Alors qu'au contraire, nous autres devenions prolixes, bavards et rêveurs... Enfin, j'ai gardé pour Jean une amitié plutôt admirative, regrettant ses trop longs séjours outre-Manche. Et voici une dizaine d'années, je fis avec quelques confreres, dont Brigitte Bourdier, son épouse, un voyage de gastronomes à Séville et au pays de la manzanilla. J'ai offert à Brigitte un sombrero de couleur amarante et, pour qu'elle le remette à Jean, une navaja de Tolède qui fut loin de pouvoir trancher notre amitié. À bientôt, Jean. ■

Pierre Chaumeil

✓ Jean Bourdier, un gentleman français, Dualpha, 220 pages, 23 euros. Le même éditeur publie un livre posthume de Jean Bourdier, Mensonges historiques (235 p., 24 euros) qui démasque quelques forgeries contemporaines .

MAURRAS

Cantonner l'État à ses fonctions régaliennes

Un État bien institué n'a presque pas affaire aux individus, selon Charles Maurras. Ses conceptions peuvent le rapprocher de Tocqueville, et nourrir la critique de Louis XIV.

DANS le Dictionnaire politique et critique de Charles Maurras, on trouve, à l'article « État », des extraits de plusieurs de ses ouvrages (La Démocratie religieuse, L'Étang de Berre) et d'articles parus dans L'Action Française. Le premier de ces extraits, qui est tiré de La Démocratie religieuse, commence par quelques mots que l'on pourrait croire de Tocqueville : « L'État, quand il est bien institué, n'a presque pas affaire aux individus. C'est sur les sociétés dont il a la charge et c'est aussi sur leurs rapports mutuels que s'exercent ses principaux attributs. »

Substance nationale

Le texte se poursuit avec l'énumération des types d'individus qui ont directement affaire à l'État : les héros, les saints, mais aussi les fonctionnaires, les militaires, etc. Et Maurras ajoute, ce qui nous paraît le plus important : « Pour tout le reste, un État normal laisse agir, sous son sceptre et sous son épée, la multitude des petites organisations spontanées, collectivités autonomes, qui étaient avant lui et qui ont chance de lui survivre, véritable substance immortelle de la nation. >

C'est exactement le type de décentralisation que prônait Tocqueville. Comme Maurras il estimait que la première des associations humaines était la commune, qui devait pouvoir se gouverner elle-même sans l'intervention d'un État Leviathan centralisateur et presque totalitaire. Tocqueville considère que c'est Louis XIV qui a privé les provinces de leurs structures de gouvernement, issues de la féodalité, en amenant à Versailles toute la noblesse afin de mieux pouvoir la contrôler, car il était resté très marqué par la Fronde qu'il avait connue dans sa jeunesse. Il a ainsi créé le corps des intendants qui dépendaient directement du pouvoir central. Le marquis d'Argenson rapporte dans ses mémoires que le banquier Law lui aurait dit : « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlement, ni états, ni gouverneurs ; ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. » Maurras avait bien compris que là était le mal. Que c'était dans une série de groupements



naturels que l'individu trouvait des droits proportionnés à son rang, à ses services, à sa dignité et à sa valeur. Ainsi cet individu devenait-il patricien, puisque Français, jouissant des puissantes prérogatives du patrimoine matériel et moral que lui avait laissé ses aïeux. Maurras ajoutait que la nature ne fournissait que le germe et que c'était par la tradition et les vertus qui en découlent (la volonté, la liberté, la raison) que ce germe devenait l'individu français. La société, écrivait-il est composée de groupements d'êtres humains : communes, syndicats, nations, religions, les corps, les compagnies littéraires ou scientifiques de toute sorte. Il concluait en disant que l'État était de beaucoup postérieur à ces groupements, qu'il les reconnaît, mais ne les crée pas.

Politique d'abord

Dans un article du 2 juin 1908, il précisait que « les lois républicaines détruisirent, affaiblirent ou corrompirent successivement les institutions qui fondent une société ». Cette décrépitude est le fait de l'omnipotence d'un État centralisateur de qui tout dépend. C'est alors que nous en revenons au "politique d'abord", car il faut commencer par empêcher cet État antisocial, antireligieux, et antimoral de nuire. Une fois l'État redressé, on pourra introduire de sages réformes sociales.

Il terminait cet article en rappelant que toute bonne œuvre, toute charité est en elle-même très bonne, mais qu'il ne fallait pas perdre de vue que tout progrès demeurait exposé aux embûches d'un État désorganisateur et que toute coopération sociale a un besoin immense d'être garantie contre les atteintes directes de ses ennemis jurés, l'anarchie et le mal incarnés par l'État. « Le maximum de nos efforts ne doit tendre d'abord qu'à détruire l'État et à le reconstruire. » 🗆

Louis de Galice

□ PARIS

Rentrée militante

Les militants d'AF de Paris avaient fixé leur rentrée au vendredi 7 octobre. Compte rendu de la soirée et aperçu des interventions ouvertes par Olivier Perceval.



'est dans une salle agrandie, des locaux repeints et remis à neuf par les militants que les amis de l'Action française se sont retrouvés ce vendredi 7 octobre en soirée. Nous comptions dans l'assistance des amis de la Restauration nationale, parmi lesquels Georges Rousseau, président de la RN Île de France, Suzanne Loetcher et Louis Juhel. Olivier Perceval donna le ton en montrant que la République, qui s'était toujours adossée à la nation au point d'essayer, non sans succès hélas, d'organiser la confusion dans les esprits entre les deux entités, abandonne aujourd'hui ce socle solide au profit de l'Europe supranationale évanescente. Ce faisant, elle se fragilise considérablement et les notions de combat pour la citoyenneté et la laïcité républicaine paraissent bien faibles, comme le rappel un rapport récent de l'institut Montaigne, face à la montée de l'islam par exemple. Il nous appartient de mettre en évidence cette contradiction républicaine "sans jeter le bébé avec l'eau du bain". Pour défendre la nation, il faut abattre la République qui n'est même plus nationaliste.

Les axes du combat

Cela nous donnera les axes de notre combat cette année, en période de crise économique, sociale et morale. L'élection présidentielle nous donnera l'occasion de faire entendre notre voix, et nous avons bien l'intention de parler haut et fort.

Les prochains rendez-vous militants seront le 1er novembre au cimetière Vaugirard pour honorer les morts de l'Action française assassinés par le régime, et le 11 novembre en haut des Champs-Élysées pour saluer le premier acte de résistance initié par des royalistes en 1940. Nous serons également présents pour nous opposer aux deux spectacles blasphématoires que voudrait nous infliger la jet-set avec la complicité du régime.

Antoine Desonay, responsable des étudiants et lycéens de la région parisienne, a pris la parole pour annoncer la reprise des cercles étudiants ainsi que des activités militantes. Il a rappelé que le militantisme était un engagement et qu'il ne pouvait souffrir la concurrence d'autres activités qu'il est bon de pratiquer dans le cadre d'une bonne éducation bourgeoise

Des exemples à méditer

Après ce discours roboratif qui enthousiasma les militants, ce fut au tour d'Yves Allard, président de l'association Marius Plateau, d'évoquer les militants d'Action française et Camelots du Roi morts pour la France ou assassinés par des "anarchistes" au service du ministère de l'intérieur sous la IIIe République. Il insista sur l'importance d'honorer nos morts et d'en méditer l'exemple de courage et de détermination. Il souligna la nécessité d'être présents nombreux au cimetière de Vaugirard le matin du 1er novembre. Les combats qui se présentent à nous aujourd'hui nécessiteront le même engagement sans faille, qu'évoquait Antoine Desonay. Après de vifs applaudissements, nous nous retrouvâmes dans le local des étudiants, pour partager le verre de l'amitié agrémenté de quelques nourritures plus substantielles. ■ CRAF

□ Le jeudi 20 octobre, **Didier Béoutis**, président de la Société littéraire et artistique du 7° arrondissement de Paris, prononcera une conférence sur le sujet suivant : "Faut-il supprimer les cabinets ministériels?" À 18 heures dans la salle des mariages de la mairie du 7° arrondissement, 116 rue de Grenelle. Entrée libre. Inscription par courriel : didierbeoutis@yahoo.fr

□ Catholiques pour les libertés économiques (CLÉ) - Conférence-débat le jeudi 3 novembre à 18 h 30 : "Comment sauver les PME ?" par Pascal Dray. Salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7° (métro Sèvres-Lecourbe). Participation : 15 euros. Renseignements : CLÉ, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris.

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet Secrétaire général Olivier Perceval Secrétaire général adjoint Romain Hellouin Trésorier
Giovanni Castelluccio
Secrétaire
administratif
Marie-Suzanne
de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste
de l'Aviath
Responsable
opérationnel
François Bel-Ker

2 NOVEMBRE

Cercle de Flore

□ Le mercredi 2 novembre, Yvan Blot, homme politique et docteur ès sciences économiques, auteur de L'Oligarchie au pouvoir, et Olivier Tournafond, professeur de droit à l'université Paris XII, auteur de La Démocratie d'apparence, viendront traiter du sujet suivant : "la démocratie directe en question(s)". Rendezvous à 19 heures, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er. Entrée libre.



11 NOVEMBRE

Banquet des amis d'AF



□ Le vendredi 11 novembre à 12 h 30, nos lecteurs sont conviés à un grand moment d'amitié, en présence des rédacteurs du journal et des responsables du mouvement. Au restaurant Ratatouille, 168 rue Montmartre, Paris 2e (métro Bourse ou Grands Boulevards).

Participation: 35 euros; lycéens, étudiants, chômeurs: 25 euros. Réservation obligatoire (places limitées). Règlement à l'ordre du CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Renseignements: 06 88 97 00 40; communication@actionfrancaise.net

11 NOVEMBRE

Commémoration du 11 nov. 1940

Le Vendredi 11 novembre 2011 à 19 h 30, la jeunesse française, réunie autour de l'Association des anciens du 11 novembre 1940, déposera une gerbe sous la plaque commémorative, sise en haut des Champs-Élysées. Rendez-vous à la sortie Champs-Élysées de la station de métro Charles de Gaulle-Étoile.



□ MARSEILLE - Réunion de l'AF Provence le vendredi 21 octobre à 19 heures. Olivier Perceval et Michel Franceschetti évoqueront " l'Action française dans le combat patriotique et social". Rendez-vous au café Simon, 28 cours d'Estienne d'Orves. Entrée libre, participation sous forme d'une consommation. Renseignements: afprovence@yahoo.fr; 06 26 91 41 37.

□ NICE - Cercle du comté de Nice le samedi 22 octobre à 19 h 30. Olivier Perceval évoquera "le roi pour une justice sociale". Librairie du Paillon, 2 rue Georges Ville. Renseignements : nice.royaliste@gmail.com

□ PARIS - Cercle d'études tous les mercredis à 18 h 30. Permanence du lundi au vendredi, de 10 heures à 17 heures, dans nos bureaux 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Pour rejoindre les équipes de vente du journal, prenez contact avec Antoine Desonay : antoine.desonay@actionfrancaise.net

COMMUNIQUÉ

Contre la culture des toilettes publiques

Deux spectacles blasphématoires vont bientôt se succéder dans les théâtres de province et de Paris. Ces spectacles s'en prennent directement à la personne du Christ de façon provocante et ordurière.

AU NOM de la liberté artistique, il est désormais admis qu'on puisse mettre en cause avec des images et des paroles d'une violence inouïe ce qu'il y a de plus sacré pour de nombreux Français. Notons que de tels propos sur d'autres religions ou des orientations sexuelles tomberaient immédiatement sous le coup de la loi. Devant la complicité bienveillante de l'oligarchie au pouvoir qui appelle "culture"

ces contenus de toilettes publiques, l'Action française entend se substituer aux autorités de la République pour faire respecter notre civilisation millénaire dont la catholicité est la matrice originelle. « Vous cherchez la bagarre ? Vous l'aurez... » □

Olivier Perceval Secrétaire-général du mouvement d'Action française

□ DOMINIQUE PAOLI

Chiappe, un seigneur de l'histoire

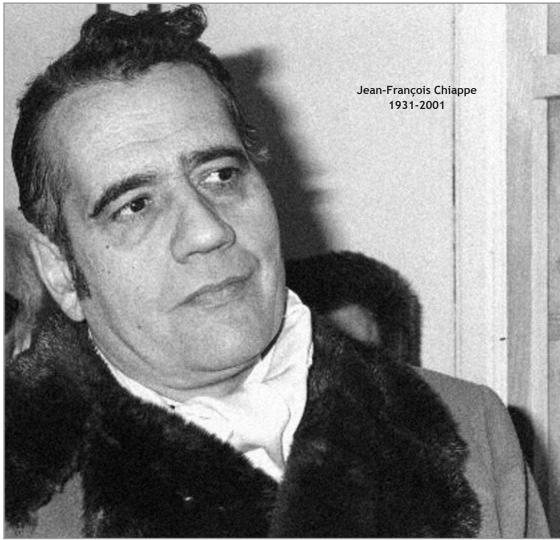
Voilà dix ans que s'est éteint Jean-François Chiappe, le 21 octobre 2001. L'historienne Dominique Paoli évoque le souvenir de son confrère : un Corse enraciné à Versailles, dont le cœur battait pour la chouannerie, familier des médias où il communiquait sa passion avec ferveur.

□ L'Action Française 2000 - Jean-François Chiappe est mort il y a dix ans. Lequel de ses livres conseilleriez-vous à un étudiant de vingt ans qui ne l'a pas connu? □ Dominique Paoli - Sans hésiter, La Vendée en armes, et particulièrement le premier tome. Le Cadoudal ne manque pas de souffle non plus, mais *La Vendée* est une épopée sublime, un récit haletant d'un bout à l'autre. Bien sûr, depuis 1982, les informations se sont développées, comme les réflexions; Reynald Secher a problématisé davantage le sujet, perçu des notions nouvelles. Mais Jean-François se plaçait sur un autre plan, il ne voyait pas le génocide, il percevait d'abord le simple combat de la Contre-Révolution en lutte pour la Liberté comme pour les libertés. Jean-François ne posait pas de concept, il était le coeur de la Vendée, le coeur souffrant et glorieux. Le sacré-coeur qui orne les couvertures de cette fabuleuse trilogie, c'est en vérité le sien. Mais plus qu'à la Vendée, c'est à la chouannerie qu'allait sa passion. Il vibrait bien plus encore dans le bocage breton ou normand, chez Cadoudal ou chez Frotté.

La Vendée, son père

□ Il n'était pourtant pas originaire des terres de l'Ouest.. □ Effectivement. On peut penser que cet attrait pour la geste contre-révolutionnaire lui vient de la lecture, adolescent, des oeuvres de La Varende comme Les Manants du Roi, genre de livre qui marque à un certain moment de la jeunesse, de manière indélébile, à un moment de la vie où l'on absorbe tout comme une éponge, mais où certaines impressions demeurent, s'imprègnent en vous. Il est possible, c'est même certain, que Jean-François ait perçu un autre combat derrière sa défense obstinée des Vendéens et des Chouans.

La mort de son père, le préfet régional Angello Chiappe fusillé en 1945 lors de l'Épuration, alors qu'il n'avait que treize ans, fut, sans jamais qu'il en parle, le traumatisme de sa vie. Sans rien renier, il resta fidèle à sa mémoire et considéra, mais cela relève assurément de l'inconscient, que la République avait tué son père ou, en tout cas, laissé faire. Dès lors cet héritier de hauts-fonctionnaires serviteurs de la République - il était aussi le neveu de Jean Chiappe, le préfet de police de Paris révoqué en février 1934 - a été en rupture avec la tradition familiale, beaucoup plus libérale, d'inspiration plutôt radicale. Le jeune Jean-François s'est mis à vendre Aspects de la France, à défendre le Roi, et ses serviteurs de l'Ouest. Il a mêlé le martyr de



son père avec celui des Vendéens. La Vendée, c'était son père, incontestablement.

□ N'y a-t-il pas toujours eu chez lui le goût conjugué de l'histoire et de la politique ?

□ Absolument. C'est un Corse, ou plutôt était-il d'origine corse, car s'il ne s'y rendait jamais, il avait ce plaisir insulaire de la chose politique, du débat, de la discussion sans fin sur un thème ou une personnalité. C'était un orateur brillant, captivant, doté d'une mémoire prodigieuse, grâce à quoi il était un maître en improvisation. Jamais de notes, pas plus que de travail en archives. Une mémoire infaillible soutenait sa réflexion, ce qui lui donnait un relief toujours original, vivant, seduisant pour l'esprit.

Il voulait entrer à l'Académie française, c'était là son désir le plus profond. Mais à ce niveau. son engagement politique vint contrarier son ambition. La désillusion fut grande quand il comprit les barrières qui se dresseraient devant lui. Passe encore d'être fils d'épuré mais, à la différence de quelques autres s'étant déplacés politiquement de l'autre côté, il ne reniait pas son père. Il militait franchement à droite, sans timidité aucune, avec ce goût pour la provocation qu'on peut bien appelé aussi le panache. Fondateur du Front national dont il fut longtemps viceprésident, président des Amis de Rivarol, vice-président de l'Association de la Presse catholique et monarchiste, comment voulezvous qu'il alla siéger sous la Coupole? Anti-gaulliste viscéral, il ne pardonnait pas au général d'avoir abandonné son père aux communistes. Il soutint Alain Poher en 1969 contre Pompidou. Chiappe était un homme des médias, très connu en ce temps-là: on ne lui pardonna jamais cet engagement.

Par ailleurs, sa conception politique n'était pas d'une pièce. Maurrassien disons à 80 %, il n'adoptait pas la conception décentralisée. Son modèle, c'était Louis XIV, une monarchie administrative, efficace, centralisée. Et en même temps, il était tout a fait capable d'options liberales, jusqu'à écrire à la fin de sa vie une biographie de Montesquieu, particulièrement favorable, ce qui peut étonner. Mais je le répète, il aimait manier les principes politiques, les confronter, les nuancer, selon une inclination très corse, difficile à comprendre pour les continentaux dont les repères sur l'échiquier politique ne sont pas les mêmes.

□ Il avait donc gardé des caractères propres à son île d'origine?
□ Oui, mais en même temps, il n'y allait jamais. D'abord parce qu'il n'aimait pas les voyages. Je ne lui connais que deux destina-

tions, la Bretagne et la Provence. La Bretagne, c'était bien sûr pour les Chouans, Monsieur Georges et les autres... Je l'ai accompagné une fois au Champs des Martyrs. Lui, si bavard, se tut lorsque nous nous trouvâmes devant, à peine sortis de sa célèbre Porsche. L'émotion nous submergea et nous restâmes longtemps silencieux. Ensuite il y eut une visite à Kerléano, au mausolée de Cadoudal et chez tante Chouette, comprenez Simone Cadoudal. Jean-François Chiappe m'apprit ces jourslà l'importance du terrain pour l'historien, l'imprégnation nécessaire du milieu. Mais il acceptait aussi nos invitations en Provence, où il ne bougeait plus une fois assis devant la piscine, un livre à la main, refusant de visiter l'arrière pays d'Aix.

□ Quel couple formait-il avec son épouse Marina Grey, fille du général Dénikine ?

□ Un couple à l'évidence étonnant et détonnant. Marina avait onze ans de plus que lui. Il n'était pas homme dont on fait les maris, mais il avait voulu l'épouser et elle avait résisté un peu. Chez eux, c'était le rendez-vous de toutes les contre-révolutions. Dans leur appartement de Versailles, au 10 rue de Fontenay, le buste et l'ombre de Dénikine planait toujours un peu, ombre entretenue plus par Jean-François que par sa femme, plus libérale, plus gaulliste même... C'était surprenant,



Dominique Paoli

le nombre et les noms des personnalités qu'on pouvait rencontrer. Lors des dîners du dimanche soir, par exemple, devenus presque une institution, il y avait là Ghislain de Diesbach comme Albert Simonin, on pouvait y rencontrer Jean-Marie Le Pen et la jeune Marine, sans oublier la jeune génération montante, Éric Vatré, Christian Brosio. Tous ces gens se croisaient, la discussion était soutenue, toujours de qualité.

En Porsche à Paris

□ Chiappe, s'il dédaignait les voyages, ne cessait de quitter Versailles et de prendre la route de Paris en Porsche. Quelle était sa géographie parisienne ?

□ Je l'ai rencontré pour la première fois en avril 1968 dans un restaurant du 16^e arrondissement. Il était déjà parfaitement connu à la radio où il animait avec Decaux et Castelot la fameuse Tribune de l'Histoire. Il intervenait dans d'autres émissions, télévision comprise, mais il n'avait encore rien écrit. Son Cadoudal serait publié trois ans plus tard et avec succès. Il nous rejoignait ce jourlà pour animer le centenaire de Maurras. Notre second point de rendez-vous était au Barbac, sur la rive gauche. Ce ne fut pas triste car Mai 68 arriva en pleine commémoration maurrassienne et je me souviens de Jean-François Chiappe cherchant avec difficulté dans tout Paris de l'essence pour la Porsche. Disons que Jean-François circulait beaucoup dans Paris, et s'il affectionnait les endroits chics genre palace, il invitait toujours avec une grande générosité et se sentait tout aussi à l'aise dans des cafés plus simples.

□ Il est inhumé à Versailles au cimetière Notre-Dame. Pour un descendant des Chiappe d'Ajaccio et de Sartène, plus lointainement originaire de la côte ligure, cela peut étonner...

□ Non, pas vraiment, car c'était un Corse de Paris, ou plus précisément de Versailles. Voilà un homme qui a passé trente ans à écrire tous ses livres sur une matière que nous pouvons qualifier de "royale", ses fenêtres face aux Petites-Écuries, face au palais de ses rois. Il a été le voisin de Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. Qu'à présent il soit inhumé à un jet de pierre de leur demeure, le marbre de sa tombe frappé de la fleur de Lys, je n'y vois que de la cohérence et la plus belle des fidélités. ■

Propos recueillis par Marc Savina